

Document:	<u>EB 2009/98/R.21</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>15 b)</u>
Date:	<u>4 novembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Malawi

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Miriam Okong'o

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2191

courriel: m.okongo@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	6
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	9
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	9
B. Enseignements tirés	9
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	10
A. Avantage comparatif du FIDA	10
B. Objectifs stratégiques	10
C. Perspectives d'innovation	12
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	14
A. Gestion du COSOP	14
B. Gestion du programme de pays	14
C. Partenariats	15
D. Gestion des savoirs et communication	16
E. Cadre de financement SAFF	16
F. Risques et gestion des risques	17

Appendices

I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	2
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	3
IV. 2005 COSOP logical framework (Cadre logique du COSOP 2005)	5
V. Project pipeline during the COSOP (Réserve de projets)	7

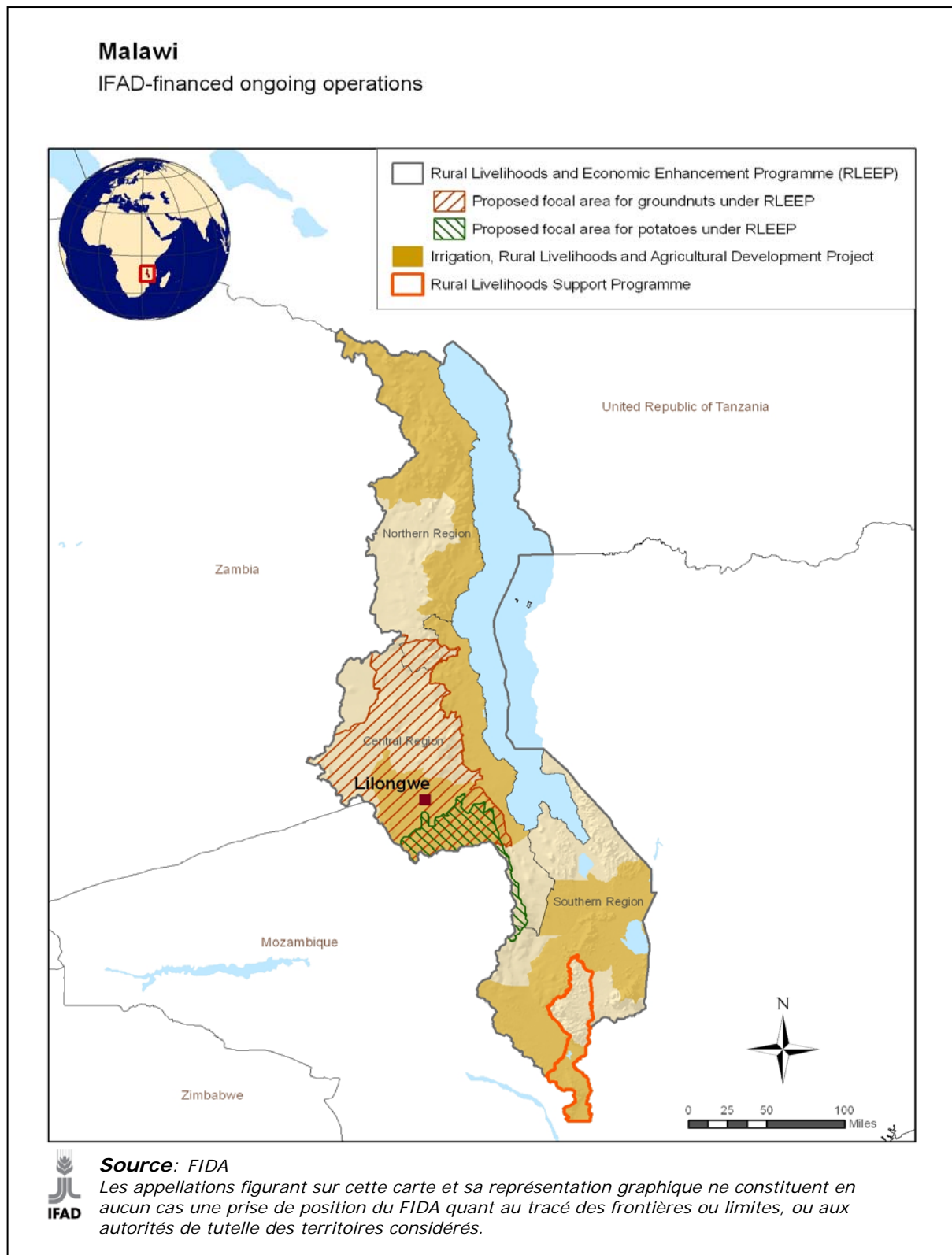
Dossiers clés

Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	17
Dossier clé 2: Organisations matrix SWOT analysis (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	19
Dossier clé 3: Complementary donor initiatives/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	25
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and operational response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options opérationnelles)	33

Sigles et acronymes

ASWAp	Approche sectorielle de l'agriculture
AUE	Association d'usagers de l'eau
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DCAFS	Groupe de coordination des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
IRLADP	Projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation
MGDS	Stratégie de croissance et de développement du Malawi
MOAFS	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
MPRS	Stratégie de réduction de la pauvreté au Malawi
RLEEP	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie
RLSP	Programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux
S&E	Suivi et évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UAP	Unité d'appui au programme
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui couvre une période de six ans (2010-2015), établit entre le FIDA et le Gouvernement du Malawi une feuille de route pour le partenariat en matière de réduction de la pauvreté rurale. Il s'inscrit dans le contexte de l'appui apporté par le FIDA au Malawi depuis 1981 et qui a pris la forme de dix projets d'investissement et de trois dons, d'un montant total de 118 millions d'USD. À l'heure actuelle, le programme de pays en cours comprend trois projets dans les domaines du développement rural, de l'irrigation et de la commercialisation agricole.
2. Dans leur grande majorité, les ménages ruraux du Malawi sont pauvres ou très pauvres. Les possibilités d'échapper à la pauvreté par un emploi dans d'autres secteurs de l'économie étant réduites, l'amélioration de la productivité et de la rentabilité de l'agriculture constitue le seul filin de sauvetage accessible aux ruraux pauvres. Cette réalité est prise en compte dans les deux éléments essentiels constituant, du point de vue des politiques, les fondements du COSOP: la stratégie de croissance et de développement du Malawi et l'approche sectorielle de l'agriculture.
3. L'avantage comparatif dont dispose le FIDA au Malawi est fondé sur un partenariat avec le gouvernement, inauguré au début des années 1980, et sur une convergence de vues quant aux objectifs et aux modalités opérationnelles. Les actions du FIDA ont été particulièrement réussies dans plusieurs domaines: i) le ciblage des ménages pauvres par l'intermédiaire des organisations communautaires, privilégiant les femmes, les jeunes et les ruraux pauvres ayant une activité économique; ii) l'intervention par le biais de structures gouvernementales décentralisées; et iii) les systèmes d'irrigation à petite et moyenne échelle, avec notamment un appui aux associations d'usagers de l'eau. Le FIDA commence à développer son expérience dans le domaine de la commercialisation rurale.
4. Le but primordial de l'aide du FIDA au Malawi est de réduire la pauvreté et d'élargir les possibilités économiques offertes à la population rurale. Le COSOP a pour objectifs spécifiques d'améliorer l'accès des pauvres à: i) la technologie et aux services adéquats pour une gestion durable des ressources naturelles; et ii) des marchés viables des intrants et des produits agricoles. Les résultats attendus représentent l'impact combiné des projets et programmes en cours et des nouveaux projets et programmes prévus.
5. **L'objectif stratégique 1 met l'accent sur la gestion des ressources naturelles.** Le but recherché est de parvenir à une productivité accrue et durable grâce à une meilleure gestion des ressources en terre et en eau. Il s'agira notamment de promouvoir des techniques agricoles améliorées ayant déjà fait l'objet d'essais et de démonstrations réussies dans la région, et d'apporter un appui à des pratiques de gestion de l'eau, comme les systèmes d'irrigation à petite et moyenne échelle. L'objectif stratégique 1 doit contribuer à: i) étendre l'adoption de techniques agricoles améliorées, comme l'agriculture de conservation; ii) réduire le rythme de la dégradation des terres et du déclin de la fertilité des sols; iii) améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau et la production agricole; iv) accroître les superficies couvertes par des systèmes d'irrigation à petite et moyenne échelle, et v) promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation des conséquences qui renforceront la capacité de résilience des paysans faces aux risques climatiques.
6. **L'objectif stratégique 2 est axé sur les marchés viables des intrants et des produits agricoles.** La transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale à petite échelle bénéficiera d'un appui développé autour de partenariats public-privé avec des entreprises agroalimentaires. Les services financiers ruraux seront aussi améliorés. L'objectif stratégique 2 doit contribuer à: i) augmenter le nombre de ménages disposant de produits excédentaires à vendre; ii) élargir la part

des produits du Malawi sur les marchés domestiques, régionaux et internationaux de produits alimentaires; iii) accroître la valeur des matières premières agricoles; iv) augmenter le nombre de ménages ruraux ayant accès aux services financiers; v) accroître la disponibilité d'intrants agricoles commerciaux au juste prix; et vi) réduire les pertes après récolte.

7. Pour atteindre ces objectifs stratégiques, la réserve de projets prévoit jusqu'à quatre nouveaux projets (voir appendice V) au cours de la période 2010-2015. Le programme proposé de production agricole durable aura la plus haute priorité dans la poursuite de l'objectif stratégique 1, et la conception est prévue pour la fin de 2009 et le début de 2010.

République du Malawi

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le FIDA a apporté, depuis 1981, un appui à la réduction de la pauvreté rurale au Malawi, sous la forme de dix projets d'investissement et de trois dons, d'un montant total de 118 millions d'USD. Le FIDA a aussi accordé au Malawi des allègements de dette d'un montant de 5,7 millions d'USD au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. La période d'exécution du COSOP en vigueur (2005-2009) a vu l'achèvement du programme de mise en valeur des plaines alluviales en faveur des petits exploitants et le lancement de deux nouvelles interventions: le programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux (RLSP) et le projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation (IRLADP). Le démarrage d'une troisième intervention, le programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie (RLEEP) devrait avoir lieu au dernier trimestre de 2009.
2. Le présent COSOP établit, pour les six prochaines années (2010-2015), une feuille de route pour le partenariat entre le FIDA et le gouvernement en matière de réduction de la pauvreté rurale. La stratégie a trois points d'ancrage: i) la Stratégie de croissance et de développement du Malawi (MGDS) 2006-2011; ii) l'approche sectorielle de l'agriculture (ASWAp) qui définit l'agenda du développement agricole pour la période 2008-2012, et qui était précédemment désignée sous le nom de programme de développement agricole; et iii) la stratégie d'aide au développement du Malawi 2006-2011, qui constitue le plan de travail du Malawi pour accroître l'efficacité de l'aide au développement. Le COSOP prend aussi note des stratégies sectorielles concernant l'environnement, la problématique hommes-femmes, le VIH/sida, l'eau et l'irrigation, le développement rural, la sécurité alimentaire et la décentralisation; du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010; de la Déclaration de Paris; du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); et du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique.
3. Le COSOP a été élaboré au cours de l'année 2009 par une équipe mixte FIDA/gouvernement travaillant en étroite consultation avec toutes les instances pertinentes des pouvoirs publics, des partenaires du développement, du secteur privé et des organisations de la société civile, et dans la cadre de consultations avec les membres d'un groupe de travail sur le COSOP réuni par le gouvernement, et avec le groupe de coordination des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (DCAFS).

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

4. Le Malawi est un pays densément peuplé, sans accès à la mer, avec une population d'environ 14 millions d'habitants et une superficie totale de 118 484 km², dont 24 000 km² de lacs. La croissance démographique est de 2,6% par an, et le PIB par habitant est l'un des plus faibles au monde. Avec un indicateur du développement humain de 0,493, le Malawi se classe au 160^{ème} rang sur 182 pays, tandis que l'indicateur sexospécifique du développement de 0,490, le place au 134^{ème} rang sur 182 pays¹.

¹ Rapport mondial sur le développement humain 2009 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

5. Le gouvernement a lancé en mai 2002 une stratégie de réduction de la pauvreté au Malawi (MPRS), se proposant de parvenir à une "réduction durable de la pauvreté grâce à l'autonomisation des pauvres" sur une période triennale. La MPRS a permis une modeste baisse des niveaux de pauvreté tandis que la croissance réelle du PIB atteignait une moyenne de 1,5% par an seulement. Reformulée en 2005, la MPRS a pris le nom de Stratégie de croissance et de développement du Malawi (MGDS), qui demeure le principal cadre d'action des pouvoirs publics pour le développement social et économique. Dans le cadre de la MGDS, la croissance réelle du PIB a été en moyenne de 6,4% pour la période 2004-2008, et on prévoit qu'elle continuera d'être forte, grâce en particulier à l'augmentation des recettes procurées par l'exploitation minière. Le déficit budgétaire a été réduit, et l'allégement de la dette au titre de l'Initiative PPTTE a considérablement réduit la charge du service de la dette.
6. L'économie du Malawi est dominée par le secteur agricole. La majorité de la population dépend de l'agriculture de subsistance et les exportations sont fortement tributaires des principales cultures de rente – tabac, thé, sucre et coton. Les taux de croissance réelle du PIB ont été, en moyenne, inférieurs à 4% au cours des années 1990, mais ont varié depuis 2002 entre 2% et près de 7%. Le déficit des paiements courants, proche de 13% du PIB, est financé par des dons des donateurs et des crédits de développement. Le pays n'a que de très faibles possibilités d'accès à d'autres modes de financement extérieur, et n'a réussi à attirer que de très faibles investissements étrangers directs.
7. Les produits de l'agriculture représentent plus de 80% des exportations et contribuent pour environ 34% au PIB; les services représentent 46% du PIB, et l'industrie 20%. La performance de l'agriculture est par conséquent essentielle pour l'économie. La croissance moyenne de ce secteur dépend essentiellement des facteurs climatiques; elle a atteint près de 7% au cours des années 1990, et a connu des variations allant de -9% lors de la sécheresse de 2005 à +9% entre 2002 et 2006. Les secteurs des services et de l'industrie ne créent que de modestes possibilités d'emplois. Les entreprises manufacturières et les petites entreprises sont peu développées. En outre, les entrées de fonds provenant de l'aide, bien que répondant aux besoins d'urgence, de secours et sociaux, ont été associées à une hausse de la consommation du gouvernement et du secteur privé, et n'ont guère contribué à augmenter la capacité productive.
8. Nonobstant les performances récentes, les défis socioéconomiques demeurent immenses et la capacité de maintenir un certain niveau de croissance économique pour assurer la réduction de la pauvreté demeure limitée par divers facteurs:
 - i) une base économique étroite; ii) un marché intérieur de taille restreinte et à faible valeur; iii) une infrastructure médiocre et des coûts de transport élevés; iv) une production d'électricité irrégulière et une forte dépendance à l'égard des importations énergétiques; v) un rôle dominant des sociétés parapubliques dans le secteur des affaires; vi) une intervention du gouvernement dans les secteurs clés du marché; et vii) une faible capacité de gestion institutionnelle dans les secteurs public et privé. Les niveaux d'éducation et la productivité sont faibles, et le pays est extrêmement vulnérable aux chocs, en particulier la sécheresse, parce qu'il dépend fortement de l'agriculture pluviale. L'inflation et les taux d'intérêt élevés continuent de dissuader les investisseurs. L'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques, combinées à la prévalence du VIH/sida, qui touche 11,9% de la population, accentuent ces défis.

Agriculture et pauvreté rurale

9. **Le secteur agricole.** L'agriculture, le plus important secteur de l'économie, emploie environ 80% de la main-d'œuvre. Le secteur présente une structure duale, avec deux sous-secteurs, celui de la petite agriculture et celui des plantations, traditionnellement soumis à des règles juridiques et institutionnelles différentes

concernant la production agricole, les prix et le régime foncier. La population rurale est composée à plus de 90% de petits exploitants (2,5 à 3 millions environ) dont le statut d'occupation des terres est régi par le droit coutumier. Ils cultivent des parcelles, petites et fragmentées, représentant approximativement 2,4 millions d'hectares, n'obtiennent que de faibles rendements et pratiquent principalement des cultures de subsistance. La superficie moyenne des exploitations a diminué, tombant de 1,5 hectare en 1968 à environ 0,8 hectare aujourd'hui, et plus de 80% des terres sont plantées en maïs. Dans les grandes plantations, dont le régime foncier est essentiellement celui de la propriété libre ou de la propriété à bail, les principales cultures sont le tabac, le thé, le sucre et le café. Le tabac, principale culture de rente destinée à l'exportation, représente plus de 50% des recettes d'exportation, devant le thé et le sucre.

10. Il existe deux systèmes principaux d'exploitation: maïs mixte (85% des terres cultivées) et association céréales-tubercules dans le sud (15% des terres cultivées). Le créneau de départ des petits exploitants était de produire du maïs pour nourrir les travailleurs des plantations et des villes, et la production de cultures de rapport de valeur élevée leur était interdite. De nos jours, le maïs reste la culture dominante, bien que l'on observe depuis quelques années une certaine évolution vers d'autres cultures vivrières. Un tiers des petits exploitants cultivent aussi le tabac, l'arachide, le riz et le coton. Les années où la pluviométrie est suffisante, où les prix sont favorables et où les petits exploitants ont pu avoir accès aux intrants, le Malawi parvient à produire environ 3 millions de tonnes de maïs, quantité supérieure au niveau d'autosuffisance estimé à 2,3 millions de tonnes. Une mauvaise campagne, par contre, se traduit par de graves pénuries alimentaires. Pour de nombreux ménages ayant beaucoup de personnes à charge et ne disposant que de petites parcelles, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des états chroniques.
11. Malgré la disponibilité de technologies améliorées, la productivité de la plupart des cultures n'a pas progressé depuis les années 1970, principalement à cause du déclin de la fertilité des sols. D'autres facteurs participent également à la faiblesse des rendements: accès insuffisant aux services financiers et aux marchés, conditions météorologiques défavorables, faible superficie des parcelles et épuisement des éléments nutritifs du sol, auxquels s'ajoute une faible utilisation d'engrais. Les rendements pourraient être considérablement accrus par l'emploi de variétés améliorées, d'engrais et de meilleures techniques culturales. Les pertes après récolte s'élève, selon les estimations, à près de 40% de la production.
12. Le Malawi possède, en matière de gestion de l'eau, une longue expérience qui concerne spécialement les périmètres d'irrigation à petite et moyenne échelle. Plus de 98% des terres cultivées sont toutefois utilisées pour une agriculture de subsistance en conditions pluviales, et moins de 1% en conditions d'irrigation, pratiquée surtout sur les terres coutumières. Les principaux problèmes sont liés à la gestion de la terre et de l'eau, aux réparations des canaux, à la mobilisation de la main-d'œuvre pour la maintenance et aux règles de résolution des différends. Certains périmètres irrigués ont été détruits par le bétail que l'on a volontairement laissé paître dans les rizières.
13. Le Malawi a élaboré en janvier 2002 une politique foncière nationale, dont le but était de permettre l'enregistrement des terres coutumières et leur protection contre toute conversion arbitraire en terres publiques, et d'officialiser le rôle traditionnel des chefs coutumiers, chefs de clan, chefs de village et de famille afin de normaliser les procédures et d'accroître la transparence des transactions concernant les terres coutumières. En vertu de cette nouvelle politique, les propriétaires fonciers sont encouragés à enregistrer leur terre sous forme de propriété coutumière privée assortie de droits d'occupation qui maintiennent les avantages de la propriété coutumière et assurent la sécurité de jouissance. Cette politique permettra la création, sur les domaines coutumiers enregistrés, de propriétés privées louées à

bail sans que le propriétaire foncier ne doive renoncer à son droit de propriété coutumier. Grâce à cette disposition, les chefs traditionnels, les chefs de famille et les propriétaires individuels de terres coutumières enregistrées pourront donner leur terre à bail. La promulgation de cette loi contribuerait dans une large mesure à résoudre l'un des plus importants problèmes relatifs aux périmètres irrigués.

14. La pêche est une importante source d'emplois pour environ 250 000 personnes, et procure de 60 à 70% de la ration protéique d'origine animale. Les prises de poisson sont dues, à plus de 90%, aux pêcheurs artisanaux. Par rapport aux normes régionales, la propriété de bétail est très faible, avec une moyenne de 0,53 unité de bétail tropical par ménage, soit environ 0,12 unité par habitant. La médiocre performance du secteur de l'élevage traduit le manque d'intérêt pour les stratégies et les politiques relatives à ce secteur. Un autre facteur intervient ici, à savoir la médiocre performance du secteur des cultures: l'extension des cultures sur les zones pastorales s'est accompagnée d'une réduction du nombre de têtes de ruminants. L'augmentation de l'élevage au Malawi est conditionnée par une amélioration de la productivité sur les terres arables. La consommation de viande et la ration protéique d'origine animale par habitant, peu élevées, contribuent à une mauvaise nutrition des enfants. Les forêts et les terrains boisés jouent un rôle de premier plan dans les moyens de subsistance ruraux en tant que sources de bois de feu, de fourrage, de plantes médicinales et de matériaux pour l'artisanat et la construction, mais le couvert forestier décline rapidement.
15. La faiblesse des marchés des intrants et des produits agricoles, surtout dans les zones les plus éloignées, est une conséquence du rôle dominant autrefois joué par l'Office de développement de la commercialisation des produits agricoles; aujourd'hui, les marchés sont perturbés par la fourniture d'intrants subventionnés. Le secteur privé est également faible et les petits exploitants sont en majorité mal intégrés au système de commercialisation, et ne possèdent pas les compétences nécessaires pour repérer les opportunités de marché et négocier efficacement. Cette situation est aggravée par des infrastructures de marché limitées, la médiocrité des routes de desserte, l'insuffisance de l'information sur le marché, et le manque de compétences et d'installations dans les domaines du stockage après récolte et de la transformation des produits agricoles. D'autres contraintes s'ajoutent à cette liste: i) enclavement du pays, qui augmente le prix des intrants et rend difficiles les exportations; ii) déclin de la fertilité des sols; iii) régime pluviométrique aléatoire, combiné à une médiocre gestion de l'irrigation; iv) insuffisance des ressources consacrées à la recherche et la vulgarisation; v) faible capacité institutionnelle; vi) allocations budgétaires à l'agriculture essentiellement utilisées pour subventionner les semences et les engrais; vii) insuffisant développement des organisations paysannes; et viii) faiblesse des services financiers ruraux.
16. **Vue d'ensemble de la pauvreté rurale**². La lutte pour la réduction de la pauvreté et des inégalités n'a pas permis de réels progrès au cours de la décennie écoulée. Environ 52% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté fixé à 16 165 kwacha malawiens par an (équivalant à 115 USD par an) ou 44,3 kwacha par personne par jour³, et environ 22% vit dans une situation d'extrême pauvreté. Selon les chiffres pour 2009 de l'indicateur du développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement, 73,9% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,25 USD/jour et 90,4% en dessous du seuil de 2 USD/jour. Le pourcentage de personnes pauvres et extrêmement pauvres est plus élevé dans les zones rurales des régions du sud et du nord du pays, tandis que la pauvreté est moindre dans la province du centre. Plus de 90% des pauvres vivent

² Tirée en large partie de l'évaluation de la pauvreté et de la vulnérabilité au Malawi réalisée conjointement par la Banque mondiale et le Gouvernement malawien "Investing in our Future", décembre 2007.

³ Au moment de la deuxième enquête globale auprès des ménages, 44,3 kwacha équivalaient approximativement à 0,50 USD.

dans les zones rurales. Des chocs fréquents et étendus (phénomènes climatiques et VIH/sida) se traduisent par une grande variabilité, les populations se libérant de la pauvreté et y retombant. Entre 1998 et 2005, certains districts ont connu une réduction de la pauvreté, tandis qu'elle a augmenté dans d'autres districts.

17. Les tendances récentes des indicateurs de développement humain confortent généralement la conclusion selon laquelle les avancées en matière de réduction de la pauvreté ont été rares. Les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement demeurent irréguliers, et de profondes inégalités continuent de marquer l'accès de la population aux actifs, aux services et aux possibilités. L'ampleur des inégalités ne varie pas beaucoup dans les zones rurales, mais elle est sensiblement plus élevée dans les zones urbaines.
18. **Caractéristiques de la pauvreté rurale.** Les ménages les plus nombreux sont généralement pauvres, et en particulier ceux comptant un grand nombre d'enfants. Le niveau d'instruction est aussi un important facteur de richesse relative, mais l'accès à l'éducation est très inégalitaire. Près de 30% des enfants pauvres ne commencent même pas à fréquenter l'école primaire. Seulement 60% des élèves atteignent la cinquième année de l'école primaire (standard 5), et 39% parviennent à la huitième année (standard 8). Les frais scolaires semblent constituer la principale raison de la non inscription et des taux élevés d'abandon. L'éducation secondaire et supérieure est dans une large mesure réservée aux enfants des ménages qui ne font pas partie des pauvres. L'accès limité aux marchés et aux services est également une contrainte. Les pauvres vivent le plus souvent dans des zones éloignées, dotées de peu de routes et de moyens de transport, ce qui limite leurs possibilités économiques. L'accès aux services financiers est extrêmement restreint, puisque 12% seulement des ménages peuvent bénéficier de crédits, et cet accès est particulièrement difficile pour les petits exploitants agricoles.
19. Les ruraux pauvres sont incapables de diversifier leurs activités hors du secteur agricole, et tendent à demeurer sous-employés pendant la plus grande partie de l'année. Pour environ 38% des ménages, les activités agricoles ou de pêche sont l'unique source de moyens de subsistance. Les membres d'un second groupe, comprenant 25% des ménages, combinent le travail sur leurs propres exploitations et d'autres emplois, essentiellement dans l'agriculture. Les autres sources de revenus tendent à être limitées à des emplois agricoles maigrement rémunérés (*ganyu*). Les faibles possibilités économiques et le caractère fortement saisonnier de l'agriculture pluviale ont ensemble pour conséquence des pénuries de main-d'œuvre pendant les phases clés de la campagne agricole et un sous-emploi pendant le reste de l'année.
20. Le caractère récurrent des chocs rend inopérants les efforts visant à se libérer de la pauvreté rurale. Les plus courants de ces chocs se rapportent aux conditions météorologiques, comme les récoltes déficitaires et les hausses des prix des produits alimentaires. Les maladies et les blessures sont aussi très courantes, tout comme les chocs associés au décès de membres de la famille, conséquences de l'épidémie de VIH/sida. Ces chocs contraignent souvent les ménages à vendre des biens, ce qui compromet leur capacité d'entreprendre des activités productives. De ce fait, les ménages pauvres demeurent fortement exposés aux chocs et doivent adopter de coûteuses stratégies d'adaptation, comme par exemple vendre des biens, retirer les enfants de l'école et réduire leur consommation alimentaire. Ces mécanismes d'ajustement compromettent de façon permanente la capacité des ménages d'entreprendre des activités productives.
21. **Aspects de la pauvreté liés à la problématique hommes-femmes.** Les inégalités entre les sexes sont l'un des facteurs essentiels de pauvreté. Environ 78% des femmes rurales sont employées dans le secteur agricole, et seulement 68% des hommes ruraux. Malgré cela, l'accès des femmes rurales aux intrants

agricoles, comme les semences améliorées, les engrais, les services de vulgarisation et le crédit, demeure limité. Au niveau national, le taux moyen d'alphabétisation est de 71,8%, avec une nette différence entre les sexes, puisqu'il est de 79% pour les hommes et de 64% pour les femmes⁴. Le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés au monde. Le taux de séropositivité des femmes est beaucoup plus élevé que celui des hommes. Un tiers des ménages est dirigé par une femme divorcée, célibataire, veuve ou mariée sous le régime de la polygamie, ou *de facto* parce que son mari travaille loin. Les ménages dirigés par une femme se caractérisent par le fait qu'ils ont moins de biens, un accès limité aux intrants, un nombre plus élevé de personnes à charge et des périodes plus longues d'insécurité alimentaire.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

22. Le Malawi connaît, depuis 1994, un régime de démocratie et de multipartisme. La politique financière et économique est dirigée par le Ministère de la planification, du développement et de la coopération et par le Ministère des finances. Les principaux ministères partenaires du FIDA sont le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MOAFS), le Ministère des collectivités locales et du développement rural et le Ministère de l'irrigation et du développement de l'eau. Du fait des insuffisances budgétaires et du manque de personnel qualifié, aggravé par une forte rotation du personnel, ces institutions n'ont généralement qu'une capacité limitée du point de vue des politiques, de la planification, de l'exécution, et du suivi et de l'évaluation (S&E). Il existe un potentiel de développement des capacités de ces ministères, encore que leur aptitude à retenir du personnel de qualité demeure un sujet de préoccupation.
23. Adoptée en 1999, la politique nationale de décentralisation du Malawi prévoit le transfert de certaines fonctions du gouvernement central aux 28 assemblées de district élues. Au niveau inférieur à celui du district, un système dual de gouvernance associe les autorités traditionnelles et les conseils de village élus, qui font partie des comités de développement villageois et des comités de développement des zones. Les programmes du FIDA sont exécutés au niveau de l'assemblée de district et au niveau inférieur, et ont constamment été confrontés à de sérieuses limitations de capacités, parce que le personnel décentralisé des ministères sectoriels doit répondre à beaucoup de demandes, et parce que les capacités techniques et financières sont limitées.
24. Les politiques gouvernementales sont en faveur de l'intégration des programmes appuyés par les donateurs au sein des systèmes gouvernementaux, de l'abandon progressif des structures parallèles d'exécution des projets et de l'adoption des approches sectorielles sur une base élargie. Dans le même temps, le Ministère des finances et les ministères sectoriels reconnaissent qu'il s'agit là d'aspirations à long terme plutôt que d'objectifs à court terme. La plupart des ministères manquent sévèrement de ressources, et la situation est encore pire au niveau des assemblées de district. La plupart des assemblées de district n'ayant pas de capacité de gestion financière, du personnel doit être recruté par le projet pour entreprendre, à l'échelon du district et à l'échelon inférieur, des activités locales. On reconnaît, de même, la nécessité d'intégrer au sein des ministères hôtes des unités de facilitation et d'appui aux projets, ainsi que la nécessité d'une assistance technique.
25. On peut citer, parmi les autres partenaires clés, les ONG et les organisations paysannes comme l'Association nationale des petits agriculteurs du Malawi, l'Union des agriculteurs du Malawi, les institutions de recherche internationales (Groupe

⁴ Rapport mondial sur le développement humain 2009 du PNUD.

consultatif pour la recherche agricole internationale) et les organisations homologues nationales, et les institutions universitaires.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

26. Partant du constat que la grande majorité des pauvres vivent dans les zones rurales, la MGDS accorde l'importance voulue à la pauvreté rurale. La philosophie de la MGDS consiste à réduire la pauvreté par le biais d'une croissance économique durable et d'un développement des infrastructures. La MGDS définit six domaines prioritaires clés: i) agriculture et sécurité alimentaire, avec notamment des mesures destinées à améliorer la productivité des petits exploitants, à relier les paysans aux marchés, et à développer les exportations; ii) développement de l'irrigation; iii) développement de l'infrastructure de transport; iv) électrification des zones rurales et urbaines; v) développement rural intégré basé sur des centres de croissance rurale; et vi) prévention et gestion des désordres nutritionnels et du HIV/sida. La MGDS est construite autour de cinq grands domaines thématiques: i) croissance économique durable par le biais d'une augmentation des investissements dans les secteurs productifs, de la promotion des exportations et de la recherche de solutions aux contraintes affectant l'offre; ii) protection sociale des personnes les plus vulnérable et gestion des risques de catastrophes naturelles; iii) développement social privilégiant la santé, la population, l'enseignement et la promotion de l'égalité hommes-femmes; iv) développement de l'infrastructure; et v) amélioration de la gouvernance, de la gestion budgétaire, de la lutte contre la corruption, de la décentralisation, du respect du droit et de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme.
27. **Stratégie pour le secteur agricole.** Conçue comme un moyen de réalisation des objectifs de la MGDS, l'approche sectorielle pour l'agriculture (ASWAp) 2008-2012 propose une stratégie d'amélioration de la productivité agricole, de la sécurité alimentaire et de la contribution du secteur agroalimentaire à la croissance économique. Elle envisage un programme et un budget s'inscrivant dans un cadre unique et complet, et un processus officialisé en vue d'une meilleure coordination entre le gouvernement et les donateurs. Le programme a pour cibles trois centres d'intérêt, deux services d'appui clés et deux questions transversales.
28. **Centres d'intérêt.** i) La question de la sécurité alimentaire sera abordée par le biais de l'accroissement de la productivité du maïs, de la réduction des pertes après récolte, de la diversification de la production vivrière, et de la gestion du risque par la constitution de réserves de produits alimentaires. La malnutrition sera réduite grâce à une diversification de la production agricole incluant les légumineuses, les légumes, les fruits, le petit bétail et le poisson. ii) Le développement de l'agriculture commerciale, des agro-industries et des marchés impliquera la diversification, le développement du secteur agroalimentaire pour la substitution des produits nationaux aux importations et l'augmentation de valeur, l'expansion du marché intérieur et d'exportation, et la création de partenariats public-privé. iii) La gestion des ressources naturelles sera centrée sur une utilisation durable de la terre et de l'eau. L'accent sera mis sur l'agriculture de conservation, le boisement, la protection des bassins hydrographiques fragiles, la remise en état de terres dégradées, l'efficacité d'utilisation de l'eau et l'expansion de l'irrigation.
29. **Services d'appui clés.** Les services d'appui cibleront la recherche axée sur le marché, avec pour compléments la vulgarisation et la formation. Le renforcement des capacités se concentrera sur le renforcement des institutions, le développement de systèmes de gestion et l'amélioration de l'allocation des ressources.
30. **Questions transversales.** Les questions relatives au VIH/sida seront intégrées afin de minimiser la morbidité et la mortalité, améliorer la résilience et les mécanismes d'adaptation des ménages, et réduire le risque d'infection. La problématique hommes-femmes sera elle aussi intégrée en vue de réduire les disparités et de

renforcer la capacité des jeunes, femmes et hommes, de contribuer à la productivité agricole.

31. L'ASWAp sera exécutée par le MOAFS, par l'intermédiaire du secrétariat de l'ASWAp. Les modalités d'exécution sont régies par un mémorandum d'entente qui sera signé par les parties prenantes. Les plans de travail annuels seront établis par le MOAFS et les agences d'exécution jusqu'au niveau de l'assemblée de district. Le S&E sera basé sur des examens annuels conjoints, conduits en faisant appel à des indicateurs de performance agréés. Le budget total, estimé à 1,3 milliard d'USD pour la période de quatre ans, sera financé par des fonds provenant du gouvernement et des donateurs. Trois mécanismes de financement sont envisagés: mise en commun de fonds, financement affecté et financement ponctuel. Le gouvernement a fait part de sa préférence pour le mécanisme de mise en commun des fonds. À ce jour, tous les principaux donateurs se sont engagés à travailler dans le cadre de l'ASWAp, encore qu'aucun d'entre eux n'ait formulé jusqu'ici d'engagement en faveur du mécanisme de mise en commun des fonds. Il est admis que la mise en commun des fonds ne constitue pas, au stade actuel, une perspective réaliste, étant donné que les systèmes gouvernementaux ne disposent pas des ressources adéquates. La Banque mondiale a approuvé en 2008 un programme d'appui à l'ASWAp.
32. **Le programme de subventions aux intrants agricoles** a été lancé en 2005-2006 en vue d'accroître la production agricole et assurer la sécurité alimentaire. Le programme a coïncidé avec un bond sensible de la production de maïs, encore qu'il soit difficile de dire dans quelle proportion cette augmentation est imputable, respectivement, aux subventions et aux meilleures conditions météorologiques. Le programme de subventions constitue désormais un pilier solide de la politique agricole. Il est toutefois à l'origine d'un certain nombre de dilemmes sur le plan des politiques: i) le coût du programme est si élevé qu'il a fallu mettre au second plan la plupart des autres initiatives, y compris les services de vulgarisation et de recherche nécessaires pour assurer l'utilisation optimale des intrants; ii) le programme tend à exclure les fournisseurs d'intrants du secteur privé et à supplanter les achats commerciaux d'intrants par les paysans; et iii) la répartition des intrants tend à favoriser les ménages dont la sécurité alimentaire est le moins à risque, plutôt que le contraire. Plus de 60% du budget du MOAFS est consacré aux subventions aux engrais, ce qui réduit considérablement les dépenses de recherche et de vulgarisation agricoles.
33. Le programme de subventions est associé à plusieurs défis importants: i) l'escalade des coûts, due à la fois à la hausse des prix des engrais et à l'ampleur accrue du programme, qui s'est élargi en 2008-2009 pour s'appliquer à d'autres produits de base que le maïs et à d'autres intrants; ii) la gestion du système de bons pour le ciblage des bénéficiaires et l'utilisation efficace des intrants; iii) la participation limitée des négociants en intrants du secteur privé; et iv) l'absence de stratégie de sortie. Les subventions doivent être assorties de mesures complémentaires comme une meilleure gestion agronomique et des pratiques durables de gestion de la terre et de l'eau.

Harmonisation et alignement

34. Les programmes du FIDA sont exécutés par l'intermédiaire des structures gouvernementales et alignés sur les politiques nationales et les initiatives complémentaires des donateurs. Le secteur agricole est largement soutenu par de nombreux donateurs: Union européenne, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Agence norvégienne de développement international, Ministère du développement international du Royaume-Uni, Agence japonaise de coopération internationale, Agence des États-Unis pour le développement international, et un certain nombre d'ONG. Le maintien de partenariats stratégiques a présenté un défi pour les donateurs. En l'absence d'un engagement suivi à l'égard de politiques

agréées, les mécanismes de coordination des donateurs sont difficiles à soutenir, en particulier face aux crises alimentaires périodiques exigeant des réactions rapides qui ne correspondent pas nécessairement aux accords en vigueur sur les politiques. Ce défi est amplifié par le réseau très complexe d'initiatives prises par les donateurs et le gouvernement (voir le dossier clé 3). Néanmoins, la coordination entre les donateurs s'est considérablement améliorée dans le cadre du DCAFS, dont fait partie le FIDA.

35. S'agissant de la coordination avec le système des Nations Unies, le FIDA fait partie de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT), et du groupe de travail sur la croissance économique durable et la sécurité alimentaire. Une activité en partenariat est actuellement en cours entre le RLSP et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM, et on poursuivra, au cours de la période couverte par le COSOP, l'exploration d'autres possibilités de partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le PAM. Il a néanmoins été difficile pour le FIDA de participer à l'UNCT et aux processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), compte tenu de l'insuffisance de ses ressources humaines. Afin de renforcer sa participation, le Fonds a désigné une présence indirecte sur le terrain, laissant ouverte la possibilité de nommer un fonctionnaire pleinement habilité dans le pays lorsque le programme du FIDA aura pris de l'ampleur.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

36. L'objectif premier du COSOP de 2005 était de "renforcer les moyens de subsistance des ruraux pauvres moyennant le développement de l'agriculture et la diversification économique", en se concentrant en particulier sur les ruraux pauvres ayant la capacité de devenir plus productifs. Le COSOP 2005 poursuivait trois objectifs: i) renforcer l'agriculture comme moyen de subsistance principal des nouveaux agriculteurs et de ceux dont l'activité est en partie commerciale; ii) sécuriser et diversifier les moyens de subsistance ruraux des agriculteurs marginaux et des ménages vulnérables; et iii) renforcer les institutions locales et développer les ressources humaines, physiques et naturelles à l'échelle des ménages et des communautés. Dans l'ensemble, la performance du programme de pays a été satisfaisante, mais elle a souffert des lenteurs dans l'exécution, imputables à l'insuffisante capacité des institutions gouvernementales. À mesure que le programme du FIDA prendra de l'ampleur, ces problèmes deviendront de plus en plus importantes, rendant indispensable un haut niveau d'appui à l'exécution.

B. Enseignements tirés

37. Les principaux enseignements tirés de l'expérience du FIDA au Malawi sont les suivants: i) l'insuffisance des moyens des autorités locales rend nécessaire l'intervention d'unités d'appui au programme (UAP), le renforcement des capacités des assemblées de district, et la participation d'ONG compétentes et du secteur privé pour certains aspects des services fournis; ii) il est difficile d'éviter d'importantes dépenses de gestion, du fait de la nécessité des UAP et des salaires élevés à payer pour recruter du personnel compétent; iii) il faut allouer suffisamment de temps et de ressources au S&E, qui doit rester axé sur un petit nombre d'indicateurs; iv) il est nécessaire de maintenir une forte coordination avec les activités financées par d'autres donateurs; v) la mise en œuvre en dents de scie des politiques macroéconomiques et le manque de coordination entre les diverses initiatives peuvent nuire à l'exécution du programme; vi) les périmètres d'irrigation à petite et moyenne échelle sont moins coûteux et fonctionnent mieux que les périmètres à grande échelle, pour autant qu'ils soient fortement soutenus par les associations

d'usagers de l'eau (AUE); vii) les initiatives de commercialisation peuvent très difficilement cibler les groupes extrêmement pauvres, qui n'ont souvent pas la capacité de participer; viii) de la patience et une vision à long terme sont nécessaires pour surmonter la culture profondément enracinée de l'assistanat et l'aversion traditionnelle, parmi les pauvres, à l'égard du changement, du risque, de la capacité d'entreprendre et même de l'appropriation du projet; ix) la situation budgétaire du gouvernement exclut une contribution financière significative de sa part; et x) les retards dans le démarrage des projets montrent qu'un appui précoce à l'exécution, par le biais d'un mécanisme d'élaboration du programme, serait très utile.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

38. L'avantage comparatif du FIDA au Malawi repose sur une base solide de partenariat instauré avec le gouvernement au début des années 1980, et sur une convergence de vues quant aux objectifs et aux modalités opérationnelles. Les interventions du FIDA ont été particulièrement réussies dans plusieurs domaines: i) le ciblage des ménages pauvres par l'intermédiaire des organisations communautaires, mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les ruraux pauvres exerçant une activité économique (par l'intermédiaire du RLSP); ii) les interventions par le biais de structures gouvernementales décentralisées (RLSP et IRLADP); et iii) l'irrigation à petite et moyenne échelle, avec notamment un appui aux AUE (IRLADP et SFPDP). Le FIDA commencera à développer, par l'intermédiaire du RLEEP, son expérience dans le domaine de la commercialisation rurale.
39. Le RLSP a été un instrument très efficace pour le choix des communautés présentant des niveaux élevés de pauvreté et pour l'orientation de l'appui en direction des plus pauvres et des plus vulnérables. Tant le RLSP que l'IRLADP ont eu un impact positif sur le processus de décentralisation et ont considérablement accru la capacité des assemblées de district de répondre aux besoins des communautés rurales pauvres. L'IRLADP travaille avec le gouvernement à l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel concernant la gestion des AUE et la location à bail des périmètres d'irrigation du gouvernement en vue d'assurer la sécurité de jouissance aux petits exploitants pratiquant l'agriculture irriguée. Le FIDA possède aussi un avantage comparatif dans d'autres domaines: i) la souplesse dans le traitement des questions de pauvreté grâce à son travail par l'intermédiaire du système décentralisé; ii) le ciblage des familles vivant dans les zones éloignées, disposant d'infrastructures limitées, et où peu d'autres initiatives d'appui sont déployées; et iii) l'autonomisation des groupes d'auto-assistance, afin de les rendre mieux à même de définir leurs priorités et d'acquiescer des services auprès d'autres sources.
40. Les enseignements tirés de l'expansion du programme de pays apporteront une précieuse contribution à une formulation des politiques basée sur des données de fait, dans un cadre général de gestion des savoirs. Cela dépendra, dans une certaine mesure, de l'établissement de partenariats avec les institutions et les agences clés de développement pour leur permettre, en connaissance de cause, de choisir des politiques prenant en compte les priorités des ruraux pauvres et de contribuer à la concertation sur les politiques. La présence dans le pays, désormais établie, facilitera la participation du FIDA aux processus de formulation des politiques et de programmation.

B. Objectifs stratégiques

41. Le FIDA appuiera les efforts du gouvernement visant à réduire durablement le haut niveau de pauvreté rurale, comme le prévoient la MGDS et l'ASWAp. Les objectifs stratégiques du COSOP sont en conséquence étroitement alignés sur ces deux instruments et axés sur: i) la gestion des ressources naturelles; et ii) les marchés

viables des intrants et des produits agricoles. Les résultats attendus représentent l'impact combiné des projets et programmes en cours et prévus.

42. **Objectif stratégique 1. Améliorer l'accès des populations pauvres aux techniques et aux services adéquats pour une gestion durable des ressources naturelles.** La productivité sera accrue par une meilleure gestion des ressources en terre et en eau, en promouvant par exemple les pratiques culturales améliorées, comme l'agriculture de conservation, ayant déjà fait l'objet d'essais et de démonstrations réussies dans la région (y compris dans le cadre d'un programme régional appuyé par le FIDA), et d'apporter un appui aux systèmes d'irrigation à petite et moyenne échelle et à la gestion de l'eau. L'objectif stratégique 1 doit contribuer à: i) étendre l'adoption de techniques agricoles améliorées et durables, comme l'agriculture de conservation; ii) réduire le rythme de la dégradation des terres et du déclin de la fertilité des sols; iii) améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau dans les périmètres d'irrigation; iv) accroître les superficies couvertes par les systèmes d'irrigation à petite et moyenne échelle, et v) promouvoir des stratégies d'adaptation et d'atténuation des conséquences afin de renforcer la capacité de résilience des paysans face aux risques climatiques.
43. **Objectif stratégique 2. Améliorer l'accès à des marchés viables des intrants et des produits agricoles.** La transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale à petite échelle bénéficiera d'un appui développé autour de partenariats public-privé avec des entreprises agroalimentaires. Cet objectif est en rapport étroit avec l'initiative nationale en matière de sécurité alimentaire, étant donné que celle-ci est une condition préalable à la commercialisation. Les services financiers ruraux seront aussi améliorés. L'objectif stratégique 2 doit contribuer à: i) augmenter le nombre de ménages disposant de produits excédentaires à vendre; ii) élargir la part des produits du Malawi sur les marchés domestiques, régionaux et internationaux de produits alimentaires; iii) accroître la valeur des matières premières agricoles; iv) augmenter le nombre de ménages ruraux ayant accès aux services financiers; v) accroître la disponibilité d'intrants agricoles commerciaux au juste prix; et vi) réduire les pertes après récolte.
44. Le projet de "ceinture verte", qui est une initiative⁵ visant à appuyer un développement massif de l'irrigation, est compatible avec les objectifs stratégiques 1 et 2 et leur focalisation sur les ressources naturelles (terre et eau) et sur des marchés transparents et compétitifs des intrants et des produits agricoles. Il tiendra en outre compte des objectifs généraux de la MGDS. Les deux objectifs stratégiques du COSOP sont également conçus pour accroître l'efficacité du programme de subventions aux intrants qui constitue, du point de vue financier, l'axe principal de l'appui du gouvernement au secteur agricole.
45. Diverses questions – VIH/sida, problématique hommes-femmes, jeunes, problèmes nutritionnels – seront intégrées aux deux objectifs stratégiques et dans tous les programmes/projets. L'intégration de la problématique hommes-femmes a pour but de renforcer le rôle des femmes en tant qu'agents du changement et d'amener un enrichissement progressif des relations hommes-femmes. L'un des aspects essentiels est de mettre les femmes en mesure de jouer un rôle plus actif dans la prise de décisions aux niveaux du ménage et de la communauté. Le COSOP cherchera à développer les possibilités d'activités génératrices de revenus pour les femmes, les jeunes et les hommes, à alléger leur charge de travail et à améliorer leur situation économique. Une participation plus étroite des femmes et des jeunes constituera un point d'entrée essentiel pour l'intégration des questions d'ordre

⁵ L'initiative vise à accroître la production et la productivité des cultures, de l'élevage et de la pêche, tant dans les eaux intérieures que sur les berges du lac Malawi, sur celles de la rivière Shire et d'autres plans d'eau.

nutritionnel, puisqu'ils sont les principaux moteurs de la production vivrière et les responsables de la gestion nutritionnelle du ménage.

C. Perspectives d'innovation

46. Le fait que le Malawi n'ait pas réussi à réduire la pauvreté rurale plaide en faveur d'une approche innovante plutôt que du maintien de la politique actuelle. Il est en particulier nécessaire d'affiner la distinction entre les instruments d'action sociale et les initiatives de développement agricole. Cette approche est conforme à l'objectif stratégique 1 (gestion des ressources naturelles), qui reconnaît les liaisons étroites existant entre la pauvreté et la dégradation environnementale. L'une des possibilités d'innovation, au titre de l'objectif stratégique 1, consiste en la fourniture d'un appui aux techniques agricoles améliorées susceptibles de réduire les coûts, d'améliorer les rendements et de réduire considérablement l'érosion des sols et le déclin de leur fertilité. Cette initiative fera fond sur des pratiques dont la réussite dans la région aura été démontrée par le biais de paquets agronomiques bien accueillis par les petits exploitants agricoles. La diffusion et l'adoption à grande échelle de ces paquets exigeront toutefois une poursuite des recherches adaptatives et des démonstrations en vue de leur ajustement précis aux différents systèmes d'exploitation et d'un suivi des changements dans les conditions du sol et de l'eau. L'objectif stratégique 1 comporte aussi des possibilités d'innovations dans l'amélioration de la gestion de l'eau. Le COSOP se concentre sur les périmètres irrigués à petite et moyenne échelle, et prévoit des initiatives visant à améliorer l'exploitation et la maintenance des périmètres existants, afin d'en renforcer la viabilité et d'accroître l'efficacité d'utilisation de l'eau.
47. L'objectif stratégique 2 (améliorer l'accès à des marchés viables des intrants et des produits agricoles) reconnaît qu'augmenter la production de maïs par le biais de subventions aux intrants ne sera sans doute pas suffisant pour échapper définitivement à la pauvreté, encore que cela ait amélioré la sécurité alimentaire. Plusieurs éléments devront être réunis pour qu'une partie significative des membres du groupe cible parviennent à se libérer de la pauvreté: diversification vers des cultures de plus grande valeur et/ou l'élevage, valeur ajoutée accrue, filières commerciales améliorées et meilleur accès aux intrants (y compris les services financiers). Bien que ces idées ne soient pas nouvelles, l'accent mis sur la création de partenariats public-privé réussis focalisés sur les petits exploitants exigera des approches originales.

D. Stratégie de ciblage

48. Dans la plus grande partie des régions nord et sud du Malawi, les pauvres représentent au moins 60%, et souvent plus de 70%, de la population. Les autres sont à la marge de la pauvreté, et courent toujours le risque de retomber dans la catégorie des pauvres. Il est tentant, dans de telles circonstances, d'adopter l'approche consistant à choisir les communautés présentant les niveaux de pauvreté les plus élevés et de traiter tous les ménages comme faisant partie du groupe cible. Bien que cette démarche puisse être justifiée pour les initiatives en rapport avec les ressources naturelles (en particulier pour les ressources de propriété commune), la commercialisation exige une stratégie de ciblage plus sélective. Le COSOP propose par conséquent une stratégie de ciblage sur deux axes, avec une approche pour la gestion des ressources naturelles et une autre pour la commercialisation des produits agricoles. Dans ce contexte, les ruraux pauvres du Malawi sont généralement répartis en trois catégories: i) les personnes économiquement actives (ou aptes au travail) en âge de travailler et en bonne santé, mais qui manquent d'avoirs productifs; ii) les personnes en situation de pauvreté transitoire, qui risquent de devenir pauvres à cause d'un choc périodique ou temporaire, mais qui ont aussi la capacité de s'extraire de la pauvreté; et iii) les personnes extrêmement pauvres, qui n'ont aucun moyen d'avoir un revenu et qui se trouvent dans un cycle

de pauvreté permanente, en particulier les personnes âgées, les malades, les handicapés et les orphelins. On estime qu'un tiers environ de la population rurale entre dans cette catégorie.

49. Les personnes extrêmement pauvres participent rarement à l'agriculture commerciale ou aux relations marchandes autrement qu'en qualité de travailleurs. Au titre de l'objectif stratégique 2, par conséquent, les pauvres aptes au travail ou dont la pauvreté est transitoire feront partie des cibles et le programme encouragera le développement de l'agriculture commerciale. La stratégie sera focalisée sur les ménages ruraux susceptibles de participer plus largement à la commercialisation de chaînes de produits choisis. Elle s'étendra aussi en direction des personnes extrêmement pauvres, grâce aux possibilités d'emplois générées par le développement commercial. Il est également reconnu que les agriculteurs plus aisés (non pauvres) et d'autres acteurs de la chaîne auront un rôle à jouer.
50. Des communautés rurales pauvres tout entières seront ciblées au titre de l'objectif stratégique 1, et des mesures spéciales prises pour encourager l'inclusion des ménages plus vulnérables sans exclure ceux relativement plus aisés, encore pauvres au regard de la plupart des normes. Une attention spéciale sera portée aux besoins des groupes vulnérables comme les ménages dirigés par des femmes ou des jeunes, les ménages affectés par la maladie ou un handicap, ceux récupérant après un choc, les orphelins et les personnes âgées. Un appui sera aussi fourni au cadre institutionnel, de manière à ce que les communautés soient associées au processus de développement décentralisé. Les mesures spécifiques adoptées pour faciliter l'inclusion des groupes vulnérables consisteront notamment à: i) intégrer les aspects relatifs à la pauvreté et à la problématique hommes-femmes dans les critères de sélection des zones de projet; ii) veiller à ce que les principales parties prenantes comprennent pourquoi le programme est attaché à une exécution en faveur des pauvres et sensible à la problématique hommes-femmes; iii) développer la capacité des personnels des districts et des ONG, et d'autres prestataires de services, en matière de dynamique de groupe, de problématique hommes-femmes et d'intégration de la question du VIH/sida; iv) autonomiser les personnes vulnérables pour assurer leur participation, par le biais de la sensibilisation et de la mobilisation des communautés, et avec l'appui d'une stratégie de communication; v) constituer des organisations paysannes et les renforcer en prévoyant des incitations à l'inclusion des pauvres; vi) veiller à la représentation des ménages les plus pauvres dans les processus décisionnels communautaires; et vii) choisir par autociblage des activités pouvant attirer les ménages pauvres mais peu susceptibles de présenter un intérêt pour les plus aisés.

E. Articulation au niveau des politiques

51. Le cadre de résultats du COSOP, présenté à l'appendice III, précise un certain nombre de domaines dans lesquels une concertation sur les politiques pourrait s'établir entre le FIDA, le gouvernement et d'autres partenaires du développement. Dans le contexte de l'objectif stratégique 1, les questions relatives aux politiques et d'ordre institutionnel à traiter incluent: i) l'augmentation de la productivité agricole; ii) le renforcement de la capacité d'exécution des services des autorités locales; iii) la prise en charge des préoccupations environnementales et de commercialisation associées aux périmètres irrigués; iv) l'appui aux AUE sur les plans de l'exploitation et de la maintenance; v) l'alignement du budget du MOAF avec les principaux centres d'intérêt de l'ASWAp; et vi) l'expression claire de la politique du MOAF en matière d'agriculture de conservation, ainsi que de ses liens avec les politiques sociale et environnementale nationales, et l'obtention des ressources adéquates pour son exécution.
52. Diverses questions relatives aux politiques et d'ordre institutionnel devront aussi être abordées dans le cadre de l'objectif stratégique 2: i) création d'un environnement

propice susceptible d'attirer les investissements privés; ii) mise au point d'une approche en collaboration entre les secteurs privé et public dans le cadre des partenariats public-privé; iii) formulation d'un cadre politique et réglementaire détaillé en matière de microfinance rurale; et iv) renforcement de la coordination et des dispositions de S&E sous l'égide de l'ASWAp.

53. Le COSOP offre un cadre général à une participation systématique au processus d'élaboration des politiques articulé autour de la conception du projet, de la supervision directe et de la représentation dans le pays. L'éventail des instruments employés comprendra notamment des études sur des questions spécifiques (par exemple sur les services financiers ruraux), des séminaires et des ateliers, des voyages d'étude, des programmes pilotes et des démonstrations. Le FIDA contribuera à l'établissement de la seconde MGDS, à partir de 2010, sur les points spécifiques de la pauvreté rurale et des questions environnementales. Des examens annuels seront consacrés à l'exécution du COSOP et aux notes de performance du secteur rural.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

54. Le suivi du COSOP s'effectuera en liaison avec le S&E du projet, les indicateurs de résultats au niveau du projet fournissant des informations aux indicateurs d'étape du COSOP, lesquels fourniront à leur tour des informations aux indicateurs de résultats du COSOP. Des tâches spécifiques devront être effectuées, comme l'établissement de cibles de référence et quantitatives concernant les résultats et les étapes pour chacun des objectifs stratégiques. Il conviendra également de procéder à une analyse: i) des rapports relatifs au S&E du projet et au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Le FIDA apportera un appui destiné à améliorer l'opportunité et la qualité des données de S&E du projet et la conception des systèmes de S&E du projet; ii) des données provenant des fiches analytiques de programme de pays, des rapports sur l'état d'avancement du projet, et des notes de performance du secteur rural attribuées dans le cadre du SAFP; iii) des rapports de supervision, des examens à mi-parcours et des évaluations de l'impact à l'achèvement du projet; et iv) des informations provenant d'autres examens comme les rapports annuels de suivi de la MGDS, les rapports sur les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et des enquêtes sur les ménages.
55. Chaque année, les membres de l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP) et des représentants des ministères clés, des entreprises parapubliques, des équipes de projet, des bénéficiaires, des ONG, des organisations de la société civile et des donateurs partenaires participeront à un examen du COSOP réalisé dans le pays. Les conclusions seront utilisées pour l'établissement du rapport d'étape annuel sur l'exécution du COSOP, sur la base du cadre de résultats et de ses indicateurs. L'examen à mi-parcours du COSOP sera effectué après le parachèvement de la seconde MGDS, et il est provisoirement prévu qu'il se déroule à la fin de 2012 ou au début de 2013, date à laquelle le premier cycle triennal du SAFP aura été achevé et les ressources disponibles pour le deuxième cycle seront connues. L'évaluation terminale se déroulera en 2015.

B. Gestion du programme de pays

56. **Réserve de projets.** L'appendice V présente quatre notes conceptuelles de projets/programmes susceptibles d'être inclus dans la réserve de projets. Deux projets du FIDA en cours (RLSP et IRLADP) s'achèveront au cours de la période d'exécution du COSOP. Le projet RLEEP sera exécuté au cours de la période couverte par le COSOP et se poursuivra au cours du COSOP suivant. La réserve prévoit donc la possibilité d'un maximum de quatre nouveaux projets pour la période 2010-2015.

Le programme proposé de production agricole durable sera le premier sur la liste des priorités dans le contexte de l'objectif stratégique 1, et sa conception est prévue pour la fin de 2009 et le début de 2010. Le programme relatif aux services financiers ruraux s'inscrira dans le cadre de l'objectif stratégique 2, mais la décision d'en entreprendre la conception ne pourra être prise que sur la base d'un examen détaillé du secteur. Le projet de gestion de l'eau pour les petits exploitants, également en rapport avec l'objectif stratégique 1, est envisagé comme suivi de l'IRLADP et sa conception ne pourra donc pas être abordée avant que l'IRLADP ne soit près de son point d'achèvement, vers 2012-2013.

57. L'**EGPP** améliorera la cohérence et l'impact du programme. L'équipe sera composée de l'administrateur du programme de pays et des directeurs de projet du FIDA, ainsi que de membres cooptés comme les représentants de l'UNCT, du DCAFS, des ONG, des ministères partenaires et du secteur privé. Des examens annuels permettront de déterminer les goulets d'étranglement en matière d'exécution, de mettre en commun les enseignements tirés, et de formuler des recommandations sur les politiques. Une synergie s'établira entre les projets en cours et les nouveaux projets, la supervision et l'appui à l'exécution, et les programmes d'assistance technique et de dons, aux niveaux tant national que régional.
58. L'administrateur du programme de pays apportera un appui permanent sur les plans du suivi et de l'exécution. Cette tâche sera initialement assurée par un administrateur à temps partiel/*de facto*, mais la désignation d'un représentant pleinement accrédité dans le pays sera de plus en plus justifiée à mesure que le programme prendra de l'ampleur et passera des trois projets en cours à l'heure actuelle à quatre ou cinq projets et plusieurs programmes nationaux/régionaux financés par des dons. D'ici la fin de 2009, les deux projets (RLSP et RLEEP) seront placés sous la supervision directe du FIDA. La Banque mondiale continuera de superviser l'IRLADP. Tous les nouveaux projets seront aussi directement supervisés par le FIDA, sauf lorsque le FIDA est, du point de vue du financement, un associé de second rang. La supervision directe permettra au FIDA de traiter des questions de politiques, d'améliorer l'apprentissage et la gestion des savoirs, et de renforcer les partenariats. Un appui plus intensif à l'exécution améliorera la performance, particulièrement en matière de démarrage des projets, de mise à disposition des fonds de contrepartie, de traitement des demandes de retrait et des avis de "non objection", de passation des marchés, d'observation des règles d'audit et d'efficacité du S&E.
59. **Intégration.** Deux des trois projets en cours pourront bien s'intégrer, du point de vue stratégique, aux objectifs stratégiques du COSOP: l'IRLADP à l'objectif stratégique 1 et le RLEEP à l'objectif stratégique 2. Le bilan qui sera conduit au deuxième tiers de la période d'exécution du RLSP, prévu pour le début de 2010, donnera l'occasion d'intégrer partiellement ce programme au nouveau COSOP. Il convient d'en simplifier l'approche, en faisant fond sur les enseignements tirés à ce jour, et de mettre davantage l'accent sur les dimensions agriculture et gestion des ressources naturelles du RLSP.

C. Partenariats

60. Le FIDA continuera à établir des partenariats avec les ONG, les organisations à assise communautaire, les agences gouvernementales, les partenaires du développement, les organisations paysannes, le secteur privé et les organisations de la société civile. Le Ministère des finances demeurera le partenaire essentiel, et sera responsable de l'application des règles financières, des procédures et des mouvements de fonds. Le FIDA aura d'autres partenaires importants, parmi lesquels le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le Ministère des collectivités locales et du développement rural, le Ministère de l'irrigation et du développement de l'eau et le Ministère chargé du genre, des enfants et du développement

communautaire, mais aussi les institutions spécialisées des Nations Unies et les donateurs bilatéraux et multilatéraux intervenant dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. Les possibilités de partenariats public-privé seront étudiées afin d'appuyer la participation des petits paysans au développement de l'agriculture de marché, leur accès aux marchés et le développement des chaînes de valeur. La conception des nouveaux projets sera l'occasion de rechercher d'autres possibilités de partenariat.

D. Gestion des savoirs et communication

61. La gestion des savoirs et la communication figureront parmi les principales caractéristiques du programme. Le partenariat entre le RLEEP et l'Institut royal tropical des Pays-Bas sera mobilisé pour mettre en œuvre une stratégie nationale de gestion des savoirs ayant pour objectifs d'améliorer l'apprentissage et le partage, de promouvoir les réussites exemplaires et les meilleures pratiques, et de donner une visibilité accrue au programme de pays. Les programmes de travail et budget annuels incluront des activités de gestion des savoirs et des crédits budgétaires seront alloués pour l'établissement des rapports en temps utile, la participation des parties prenantes aux colloques sur la mise en commun des savoirs, et la préparation d'études de cas et de publications. Des liaisons seront également établies avec des réseaux thématiques et de gestion des savoirs appuyés par le FIDA, comme FIDAFrique, le réseau régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le FIDA appuiera l'assistance technique pour renforcer les techniques de communication de l'EGPP et faciliter la mise en œuvre de la stratégie de communication.

E. Cadre de financement SAFF

62. Le Malawi peut prétendre à un financement (50% sous forme de dons et 50% sous forme de prêts à des conditions particulièrement favorables). L'allocation indicative de financement du FIDA était, pour le précédent cycle de financement (2007-2009), de 16,7 millions d'USD. Ce montant pourrait être nettement supérieur pour le cycle 2010-2012, mais cela dépendra du résultat final de la reconstitution des ressources du FIDA. Par ailleurs, l'allocation annuelle pourrait augmenter ou diminuer en fonction de l'évaluation de la performance du secteur rural et de la note projet à risque (PAR). Le tableau 1 indique les notes du SAFF et le tableau 2 illustre la manière dont l'allocation pourrait varier suivant les évolutions des notes PAR et des notes d'évaluation du secteur rural.

Tableau 1

SAFF: Indicateurs et notes d'évaluation du secteur rural 2008

<i>Indicateurs</i>		<i>Notes</i>
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,00
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00
B i)	Accès à la terre	3,75
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,75
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,75
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,33
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,00
D ii)	Représentation des femmes	4,33
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,50
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	4,00
Moyenne des notes cumulées		3,87
Notation des projets à risque (PAR) 2008		5
Indice d'allocation des ressources de l'IDA 2007		3,41

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

Scénario de financement	Note PAR (+/- 1)	Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)	Variation en pourcentage du score SAFF du pays
Hypothèse basse	4	3,57	-22%
Hypothèse de base	5	3,87	0%
Hypothèse haute	6	4,17	+23%

F. Risques et gestion des risques

63. Le caractère innovant du programme de pays implique un certain nombre de risques rendant nécessaire l'intégration de stratégies d'atténuation, présentées en détail dans le tableau ci-après.

Risques	Conséquences possibles	Mesures d'atténuation
Risques génériques concernant la totalité du programme de pays		
<ul style="list-style-type: none"> Faible capacité d'exécution dans les institutions pertinentes. 	<ul style="list-style-type: none"> Exécution retardée et inefficace. 	<ul style="list-style-type: none"> Doter de ressources adéquates les unités d'appui du projet. Investir dans le renforcement des capacités. Utiliser au maximum les prestataires de services privés et les ONG.
<ul style="list-style-type: none"> Absence de capacités des prestataires de services. 	<ul style="list-style-type: none"> Prestation des services coûteuse et de qualité médiocre. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser à l'intention des prestataires de services des programmes de formation et de renforcement des capacités dans les domaines pertinents.
<ul style="list-style-type: none"> Retard dans l'entrée en vigueur du prêt et le lancement du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Éventuellement, lenteur de l'exécution et retards dans les décaissements. 	<ul style="list-style-type: none"> Garantir des conditions minimales d'efficacité. Prévoir un financement du FIDA pour un mécanisme d'élaboration du projet.
<ul style="list-style-type: none"> Gouvernements de coalition faibles et/ou instables. 	<ul style="list-style-type: none"> Retards importants dans l'exécution du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Aligner la conception et l'exécution du projet sur le cycle électoral.
<ul style="list-style-type: none"> Impacts du VIH/sida. 	<ul style="list-style-type: none"> Détournement de l'attention des activités productives. Gaspillage d'une partie des investissements en matière de renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer la question du VIH/sida dans tous les programmes et projets.
<ul style="list-style-type: none"> Manque de cohérence du cadre de la politique agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> Défaut d'alignement entre les allocations budgétaires et les politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Encourager le Gouvernement à allouer en conséquence des ressources budgétaires à l'ASWAp.
<ul style="list-style-type: none"> Détérioration de la situation budgétaire du Gouvernement et/ou perte de l'appui des donateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Déclin des ressources budgétaires pour le développement agricole et rural. 	<ul style="list-style-type: none"> Optimiser les possibilités de participation du secteur privé ne faisant pas appel aux ressources publiques.
<ul style="list-style-type: none"> Difficulté d'établissement d'une EGPP efficace. 	<ul style="list-style-type: none"> Faible appropriation des programmes appuyés par le FIDA. 	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des incitations pour attirer des au sein des EGPP des membres disposant de bonnes qualifications.
Objectif stratégique 1 (gestion des ressources naturelles)		
<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs ne sont pas disposés à diversifier les systèmes de culture basés sur le maïs. 	<ul style="list-style-type: none"> L'augmentation des rendements du maïs améliore la sécurité alimentaire mais ne réduit pas les niveaux de pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les efforts de commercialisation pour développer des cultures marchandes rentables. Relier les agriculteurs aux marchés.
<ul style="list-style-type: none"> Les méthodes d'agriculture de conservation ne sont pas appréciées par les agriculteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Faibles taux d'adoption. 	<ul style="list-style-type: none"> Conduire des essais et des démonstrations sur le terrain, et pratiquer la vulgarisation d'agriculteur à agriculteur.
<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise maintenance des systèmes d'irrigation. 	<ul style="list-style-type: none"> Déclin de l'efficacité d'utilisation de l'eau. Abandon des systèmes dans les cas extrêmes. 	<ul style="list-style-type: none"> Établir et appuyer des AUE capables d'assumer la pleine responsabilité de l'exploitation et de la maintenance.
<ul style="list-style-type: none"> Risques d'ordre climatique, comme la sécheresse et les inondations. 	<ul style="list-style-type: none"> Les mauvaises récoltes entraînent l'insécurité alimentaire et enracinent davantage la pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer les pratiques durables de gestion de l'eau. Appuyer des systèmes locaux spécifiques

		d'assurance des risques météorologiques basée sur un indice.
<ul style="list-style-type: none"> Le Gouvernement oriente les investissements vers les périmètres d'irrigation à grande échelle. 	<ul style="list-style-type: none"> L'appui reçu par les périmètres à petite et moyenne échelle est insuffisant. 	<ul style="list-style-type: none"> Entamer une concertation sur les politiques pour faire en sorte que les périmètres à petite et moyenne échelle retiennent l'attention qu'ils méritent.
Objectif stratégique 2 (marchés viables des intrants et des produits agricoles)		
<ul style="list-style-type: none"> Réticence du secteur privé à participer pleinement au programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs demeurent isolés des marchés. Dépendance excessive à l'égard des organisations de commercialisation parapubliques. 	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à la pleine participation du secteur privé à la conception du projet. Mettre en place une représentation du secteur privé au sein des Comités de pilotage.
<ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des services financiers ruraux. 	<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs et les PME ne sont pas en mesure d'obtenir les financements nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Relier les agriculteurs et les PME aux sources de financement.
<ul style="list-style-type: none"> Faible participation des groupes cibles à la commercialisation agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> Les agriculteurs les plus pauvres et les acteurs de la chaîne de valeur ne sont pas en mesure de tirer profit de la commercialisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer la pauvreté et la problématique hommes-femmes dans les initiatives de commercialisation. Proposer aux groupes cibles un renforcement de leurs compétences en matière de commerce et de négociation.

COSOP consultation process

Design of the 2010-2015 COSOP was undertaken during 2009 and included the following processes:

A three week COSOP Design Mission in February 2009 involving:

- close interaction and discussions with Government coordinated by MOF;
- consultations with other key ministries and departments including MOAFS, MIWD, MLGRD, MITPSD;
- meetings with other development partners in agriculture and rural development including the World Bank, African Development Bank, NORAD, FICA, EU, JICA, DFID and USAID;
- meeting with the Donor Committee on Agriculture and Food Security;
- consultations with UN agencies including FAO, WFP and with the UN Resident Coordinator;
- meetings with other internationally financed projects including IRLADP and RLSP (IFAD), FIDP and IDAF (EU);
- meetings with rural financial service-providers including the Malawi Rural Finance Corporation and Opportunity International Bank in Malawi;
- meetings with various NGOs, farmers organizations (NASFAM), CSOs and private sector (Africa Invest); and
- meetings with the COSOP working group convened by MOF.

The first draft of the COSOP was prepared in March-April 2009 and circulated for review within IFAD. A meeting of the IFAD CPMT was held on 4th June 2009 to discuss the draft COSOP and offer comments for consideration.

A revised draft was circulated in Malawi and discussed with all key stakeholders during June-July 2009. This included a presentation to the Donor Committee on Agriculture and Food Security. Participants included representatives from World Bank, African Development Bank, EU, NORAD, Irish Aid, FICA, JICA, DfID FAO, WFP, UNDP and USAID. The draft was widely endorsed by Government and the donor community.

The draft was subsequently revised on the basis of government, stakeholder and donor comments, and on 01 September 2009, Government of Malawi sent a letter to IFAD fully endorsing the draft COSOP and urging the accelerated implementation of the SOs. The COSOP has been approved on 02 October 2009 by IFAD's Operational Strategy and Policy Guidance Committee (OSC).

Presentation of the COSOP to IFAD's Executive Board is scheduled for December 2009.

Country economic background

COUNTRY DATA

Malawi

Land area (km2 thousand) 2006 1/	94	GNI per capita (USD) 2006 1/	230
Total population (million) 2006 1/	13.57	GDP per capita growth (annual %) 2006 1/	5
Population density (people per km2) 2006 1/	144	Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/	14
Local currency Kwacha (MWK)		Exchange rate: USD 1 = MWK 140	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 2000-2006 1/	2.6	GDP (USD million) 2006 1/	3 164
Crude birth rate (per thousand people) 2006 1/	41	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2006 1/	15	2000	1.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2006 1/	76	2006	7.4
Life expectancy at birth (years) 2006 1/	48	Sectoral distribution of GDP 2006 1/	
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	0	% agriculture	34
Poor as % of total rural population 1/	0	% industry	20
Total labour force (million) 2006 1/	6.29	% manufacturing	14
Female labour force as % of total 2006 1/	50	% services	46
Education		Consumption 2006 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2006 1/	119	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2006 1/	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	77
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	11
Daily calorie supply per capita	0	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 2/	49 a/	Merchandise exports 2006 1/	540
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 2/	19	Merchandise imports 2006 1/	1 209
Health		Balance of merchandise trade	-669
Health expenditure, total (as % of GDP) 2006 1/	12 a/	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people)	0	before official transfers 2006 1/	n/a
Population using improved water sources (%) 2004 2/	76	after official transfers 2006 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2006 1/	n/a
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	61 a/	Government Finance	
Agriculture and Food		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2006 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2006 1/	15	Total expenditure (% of GDP) 2006 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2006 1/	353 a/	Total external debt (USD million) 2006 1/	850
Food production index (1999-01=100) 2006 1/	92	Present value of debt (as % of GNI) 2006 1/	6
Cereal yield (kg per ha) 2006 1/	1 107	Total debt service (% of GNI) 2006 1/	3
Land Use		Lending interest rate (%) 2006 1/	32
Arable land as % of land area 2006 1/	28 a/	Deposit interest rate (%) 2006 1/	11
Forest area as % of total land area 2006 1/	36 a/		
Irrigated land as % of cropland 2006 1/	2 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2008

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2009

COSOP results management framework

Country Strategy Alignment	Key Results	Institutional/Policy Objectives
	Goal: Reduce Poverty and Expand Economic Opportunities among the Rural Population	

MGDS and Draft ASWAp Targets	Strategic Objectives	Outcomes which COSOP Seeks to Influence a/	Milestones Showing Progress Towards SOs a/	Specific Policy/Institutional Ambitions
<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable land management through adoption of improved agricultural land use (ASWAp). • Protect and manage water resources to meet agricultural demand (MGDS). • Sustainable water management by increasing the irrigated area for high value commodity production (ASWAp). 	<p>SO1: Improved access to appropriate technology and services for sustainable natural resource management (land and water) Sustainable management of land and water resources.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Improved productivity of rainfed and irrigated agriculture. • Widespread adoption of conservation agriculture techniques. • Reduced rate of land degradation and soil fertility decline. • 33% increase in the area under small and medium scale irrigation systems. • Improved water use efficiency and crop production in existing and new irrigation schemes. • Improvement in household incomes and nutrition status of participating smallholders. 	<ul style="list-style-type: none"> • At least 10 000 smallholders adopting improved agriculture techniques in programme areas. • Area of smallholder farms irrigated using sustainable land and water management systems increased by at least 30%. • No. of Water User Associations taking responsibility for operation and maintenance. • 50% increase in value of production from smallholder irrigation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Clearly articulate and adequately resource MOAFS policy on conservation agriculture and link to national social and environmental policies. • Address environmental issues associated with irrigation schemes. • Strengthen market linkages for irrigation and other smallholder farmers. • Alignment of MOAFS budget with ASWAp focal areas.

Country Strategy Alignment	Key Results			Institutional/Policy Objectives
	Goal: Reduce Poverty and Expand Economic Opportunities among the Rural Population			
MGDS and Draft ASWAp Targets	Strategic Objectives	Outcomes which COSOP Seeks to Influence a/	Milestones Showing Progress Towards SOs a/	Specific Policy/Institutional Ambitions
<ul style="list-style-type: none"> • Increase agricultural productivity, avoid food shortages, add value and increase food exports (MGDS). • Food Security: increase maize productivity and reduce post-harvest losses; diversify food production for improved nutrition; risk management to sustain national food availability (ASWAp). • Commercial Agriculture: promote agricultural exports; develop commercial agriculture and agro-processing for the domestic market (ASWAp). 	<p>SO2: Improved Access to Sustainable agricultural input and produce markets</p> <p>Facilitate the transition from subsistence to small and medium scale commercial farming.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of households able to satisfy their food needs with surplus available for sale. • Volume and value of non-tobacco agricultural exports. • Increased share of Malawian produce in domestic regional and international food markets. • Amount of value adding applied to agricultural raw materials. • Number of rural households with access to financial services. • Availability of commercial agricultural inputs in rural areas. 	<ul style="list-style-type: none"> • At least USD 100 million of investment in agribusiness with smallholder participation. • 3-4 PPPs established for nucleus estate/outgrower schemes. • At least 50,000 smallholders participating in outgrower or contract farming schemes. • 50% improvement in household incomes and nutrition status of participating smallholders. 	<ul style="list-style-type: none"> • Develop an enabling commercial environment which will attract the necessary private investment. • Develop a collaborative approach between private and public sectors within the framework of PPPs. • Formulate a comprehensive rural microfinance policy and regulatory framework. • Alignment of MOAFS budget with ASWAp focal areas. • Strengthen coordination and M&E arrangements across relevant ministries and donor organisations under the ASWAp umbrella.
<ul style="list-style-type: none"> • Promote growth and development of rural growth centres (MGDS) 	Rural growth centres will have an important role to play in agricultural commercialisation through the development of input supplies, marketing, agro-processing and provision of financial services.			<ul style="list-style-type: none"> • Streamline and focus RLSP approach to develop a model for integrated rural development.
<ul style="list-style-type: none"> • Prevent and manage nutrition disorders, HIV and AIDS (MGDS) 	HIV/AIDS, gender, youth and nutritional issues will be mainstreamed across both SOs and in all programmes and projects included in the COSOP.			<ul style="list-style-type: none"> • Contribute to refinement of GOM policies on nutrition, gender and HIV/AIDS.

a/ All indicators to be gender disaggregated. Targets and indicators will be defined during project design.

2005 COSOP logical framework

Programme structure	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/risks
<p>Goal: Livelihoods of rural poor strengthened through agricultural development and economic diversification</p>	<p><i>Impact indicators based on RIMS:</i></p> <p>No of households with improvement in household assets ownership index</p> <p>Reduction in prevalence of child malnutrition (weight for age)</p> <p>No of households with improved food security</p> <p>Literacy rates (by sex)</p>	<p>National Monitoring Indicators</p> <p>PBAS</p> <p>Completion evaluations</p>	
<p>Objectives:</p> <p>Objective 1. Strengthen agriculture as main livelihood for semi-commercial and emergent smallholders (MPRSP pillar 1 pro-poor growth and MEGS)</p> <p>Objective 2. Secure and diversify rural livelihoods for marginal farmers and vulnerable households (MPRSP pillar 3 improve quality livelihoods for vulnerable)</p> <p>Objective 3. Strengthen human, social, physical and natural resources at community and household level (MPRSP pillar 2 strengthen human capital)</p>	<p><i>Second-level results based on RIMS:</i></p> <p>Incremental hectares of crops grown (rainfed, irrigated, dimba/dambo)</p> <p>No of farmers adopting promoted technologies and practices</p> <p>No of farmers reporting production/yield increases</p> <p>No of farmers reporting increased herd sizes</p> <p>No of farmers reporting livestock production/yield increases</p> <p>No of farmers with secure access to water</p> <p>No of water user associations operational</p> <p>No of functioning marketing, storage, processing facilities</p> <p>No of farmer marketing groups operational</p> <p>No of off-farm enterprises operating after three years</p> <p>No of jobs generated by small and medium enterprises</p> <p>No of women on management committees by type of group</p> <p>No of active savers (by sex)</p> <p>No of active borrowers (by sex)</p> <p>No of households reporting reduction in property grabbing</p> <p>Ha improved through soil and water conservation measures</p>	<p>Reports on results and impacts</p> <p>Project Progress Reports</p> <p>Supervision Mission Reports</p> <p>Evaluations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • GOM committed to implementing MPRSP • GOM creates enabling policy and institutional environment to stimulate economic growth • Increase in private sector involvement in economy • Reduction in HIV prevalence rates • Reduction in external shocks to economy
<p>Outputs:</p> <p>1.1 Intensify agricultural production for semi-commercial and emergent smallholders.</p> <p>1.2 Improve access to profitable markets.</p> <p>2.1 Effective utilisation of limited resources for partial food security for marginal farmers and vulnerable households.</p> <p>2.2 Develop and diversify non-farm employment.</p>	<p><i>First-level results based on RIMS:</i></p> <p>No of farmer field schools formed (by sex of members)</p> <p>No of farmers trained in crop and livestock production (by sex)</p> <p>No of farmers using purchased inputs</p> <p>No of hectares under small scale irrigation established</p> <p>No of farmers trained in irrigation agronomy (by sex)</p> <p>No of water users associations formed (by sex of members)</p> <p>No of farmers trained in marketing (by sex)</p> <p>No of marketing groups formed (by sex of members)</p> <p>No of household storage facilities constructed/improved</p> <p>No of marketing facilities constructed/rehabilitated</p> <p>No of processing facilities established</p> <p>No of farmers trained in business skills and micro-enterprises</p>	<p>Project Progress Reports</p> <p>PPMS Reviews</p>	<p>Trade opportunities on international markets</p> <p>Urban markets create demand for agricultural produce</p> <p>Opportunities for profitable crop and livestock production</p> <p>Rural industrialisation</p> <p>Opportunities for non-farm employment</p> <p>People willing to switch to more nutritious, non-maize based diets</p> <p>People willing to reduce HIV-risky behaviour</p>

Programme structure	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/risks
<p>3.1 Develop community's capacity to participate in development initiatives.</p> <p>3.2 Develop farmers' capacity to use financial services and promote culture of savings.</p> <p>3.3 Strengthen human resources and gender empowerment.</p> <p>3.4 Increase understanding about HIV/AIDS and stimulate behaviour change.</p> <p>3.5 Introduce HIV/AIDS workplace programmes.</p> <p>3.6 Increase understanding about nutrition, particularly for PLWHA.</p> <p>3.7 Promote asset protection and development.</p> <p>3.8 Maintain and enhance natural resource base and environment.</p>	<p>(by sex)</p> <p>No of farmers trained in savings and credit (by sex)</p> <p>No of people attending functional adult literacy classes (by sex)</p> <p>No of people attending gender training (by sex)</p> <p>No of community based organizations formed (by sex of members)</p> <p>No of HIV/AIDS community conversations held (by sex and age)</p> <p>No of HIV/AIDS workplace programmes in place</p> <p>No of nutrition education classes (by sex)</p> <p>No of hectares under nutritious crops</p> <p>No of enabling policies promulgated by type</p> <p>No of farmers trained in soil and water conservation and agro-forestry (by sex)</p>		<p>People willing to reduce gender inequalities</p> <p>People willing change from culture of dependency to self-reliance</p> <p>People willing to recognise new property and inheritance legislation</p>

Project pipeline during the COSOP ⁶

I. Sustainable Agriculture Production Programme (SAPP)

A. Possible Geographical Area and Target Groups

1. The programme will target entire poor rural communities, with special measures to encourage inclusion of more vulnerable households, without intending to exclude the better off, who are still poor by most standards. In most of northern and southern Malawi at least 60%, and sometimes over 70% of people are poor. Programme activities would start in 4-6 districts in the north and south of the country where overall poverty levels are high. Districts with serious but reversible levels of land degradation and heavy population pressure will be given priority.

B. Justification and Rationale

2. Malawi has one of the highest population densities in Africa with around five people per arable hectare, placing heavy pressure on the environment. Poverty is closely linked to the capacity of the environment to support such pressure as poor people rely mostly on exploitation of natural resources. Declining soil fertility, land degradation as well as the combination of low or declining crop yields, small landholdings and erratic rainfall means that Malawi frequently experiences large food deficits, and widespread hunger and starvation in drought years. There is a need to break this cycle of poverty and hunger by introducing new ways of growing crops which are more productive but affordable by the poor, and offer potential to reverse the long-term decline in soil fertility.

C. Key Programme Objectives

3. The Programme will directly address Strategic Objective 1 which is intended to contribute to: (i) widespread adoption of improved agriculture techniques; and (ii) reduced rate of land degradation and soil fertility decline with the aim of achieving sustainable and increased agricultural productivity.

D. Ownership, Harmonisation and Alignment

4. The Programme will be implemented by the Ministry of Agriculture and Food Security (MOAFS). It is harmonised with the Malawi Growth and Development Strategy (2006-2011) and the Agriculture Sector Wide Approach - ASWAp (2008-2012). In the ASWAp, the Programme addresses the pillar on sustainable management of land and water; and also addresses the pillar on food security and risk mitigation by promoting innovations which sustainably improve crop yields overall, and reduce the risk of crop failure in dry years.

E. Components and Activities

5. The Programme will include two main initiatives (plus programme management) which will be incorporated into a number of components and activities to be further defined during the design process. These may include:

- a) **Farmer Adoption of Improved Agriculture Techniques** to improve average crop yields, especially in drier areas and poor rainfall years, reduce yield variability, reduce labour inputs and improve soils. Activities may include : (i) creation of a low-cost farmer-to-farmer extension network with the specific purpose of demonstrating and promoting sustainable agricultural technologies; (ii) support for

⁶ Names of projects may change during design

farmer organisations and farmer groups in the promotion of superior and appropriate agronomic approaches; (iii) support for large numbers of on-farm demonstrations, and monitoring of their performance; (iv) support for the conduct of farmer-to-farmer training programmes based on the demonstration sites; (v) preparation and dissemination of extension materials designed for use by potential beneficiaries with low levels of literacy; and (vi) engagement with input suppliers/agro-dealers to encourage the commercialisation of input and equipment supplies needed for sustainable agriculture.

- b) **Applied Research and Knowledge Management** to further refine and adapt the agronomic techniques to the socio-economic and agro-ecological conditions. Activities may include: (i) on-farm trials to refine the agronomic technologies already in existence for different agro-ecological conditions, farming systems, and socio-economic contexts; (ii) further development and testing of equipment (hand tools, animal traction equipment etc); (iii) studies of adoption behaviour and adoption constraints of CA and other agriculture techniques; (iv) baseline studies and monitoring of the physical, biological, social and financial impacts of the various agricultural technologies; (v) preparation of technical literature on sustainable agriculture practices, including crop and farm budgets; (vi) support for creation of, and participation in, national and regional networks on sustainable agriculture; and (vii) study tours, workshops and seminars to increase awareness amongst MOAFS personnel and other organisations engaged in agriculture and rural development.

F. Costs and Financing

6. The size and scope of the Programme will be tailored to match the availability of financing from IFAD and possible co-financiers, and would most likely fall in the range of USD 15-30 million over 7 -8 years. Government financing the Programme will be limited to taxes paid or foregone

G. Organisation and Management

7. The Programme will be managed within the ASWAp framework with overall responsibility assigned to a programme support unit within MOAFS. Organisation and management will coordinate closely with other sustainable agricultural production and intensification initiatives supported by other development partners. Collaboration will also be with agricultural research and training institutions.

H. Monitoring and Evaluation Indicators

8. Specific indicators⁷ may include: (i) measures of capacity and performance farmer groups and farmer-to-farmer extension networks engaged in promotion of improved agricultural practices; (ii) the number and quality of on-farm demonstration sites established, and farmer awareness of these; (iii) number of farmers trained and rates of adoption of improved methods by target group farmers; (iv) data on the physical, biological, social and financial impact of CA on the fields of adopting and non-adopting farmers; (v) availability and quality of extension and training materials; (vi) commercial availability of inputs in the Programme areas; (vii) documented results of on-farm trials to refine and adapt selected agricultural methods; (viii) quality and quantity of technical literature generated by the Programme; and (ix) reports on the activities of national and regional networks, study tours, workshops etc.

I. Risks:

9. The Programme will be subject to a number of generic risks affecting the entire country programme which are detailed in section V.F of the COSOP. Risks which relate

⁷ All indicators will be gender disaggregated.

specifically to the sustainable agriculture production programme include: (i) lack of institutional capacity of MOAFS particularly at District level and below, and on research stations; and (ii) the potential for agricultural research and extension effort to be dissipated among a number of un-coordinated initiatives; and (iii) other initiatives offering free or subsidised handouts which reduce the incentives for farmers to change the way they grow their crops.

J. Timing: 2009/2010.

II. RURAL FINANCIAL SERVICES PROGRAMME (RFSP)

A. Possible Geographical Area and Target Groups

1. The Programme will have a thematic rather than a geographic focus. The target will be smallholder farmers who have the potential to move from subsistence to semi-commercial activities which will increase their cash incomes from the current very low levels.

B. Justification and Rationale

2. It is estimated that approximately only 12% of the population have access to financial services. Millions of poor rural households are seeking access to financial services. Households use financial services to build incomes, mitigate risk, and protect against vulnerability often exacerbated by economic crises, illness, and natural disaster. For the most part, agricultural production is not integrated into markets, and remains a subsistence-oriented activity. Financial services are critical for sustainable agricultural production and commercialization.

C. Key Programme Objectives

3. The Programme will directly address Strategic Objective 2. A sector review will be carried out and will provide a more definitive Programme strategy, objectives and components. Specific quantitative objectives may include: (i) increased outreach of microfinance institutions in rural areas; (ii) an increase in the number of rural households engaged in commercial activities which have access to a broad range of financial services; and (iii) establishment of an enabling policy, legal and regulatory environment.

D. Ownership, Harmonisation and Alignment

4. The Programme concept is harmonised with the Malawi Growth and Development Strategy (2006-2011) and the Agriculture Sector Wide Programme (2008-2012). In the ASWAp, it addresses the pillar on agri-business and market development by supporting the commodity value chain in terms of financing; and also addresses the pillar on food security and risk mitigation by providing innovations for reducing risks.

E. Components and Activities

5. The Programme will include three main initiatives (plus programme management) which will be incorporated into a number of components and activities. These may include:

- a) **Supply side initiatives** to improve the capacity of microfinance institutions to offer services to the target groups. This may include activities such as: (i) capacity building and capital raising for microfinance institutions; (ii) incentives for microfinance institutions to expand their services to rural areas, including the promotion of branchless banking technologies; (iii) support development of the microfinance support infrastructure, e.g. deposit insurance system, credit bureaus;

and (iv) development of instruments for managing risks and widening the range of financial products.

- b) **Demand side initiatives** to stimulate demand for rural financial services through sensitisation and awareness-raising among target groups. This may include activities such as: (i) support to farmer groups to form linkages with microfinance service providers as part of wider smallholder agribusiness development initiatives; (ii) training for actual/potential microfinance clients in the use of various types financial services, linked to financial literacy and business management training; and (iii) support for savings and loans groups as an entry point to the formal financial services sector; and (iv) consider linking up with on-going initiatives in such innovative fields as smart card applications and the expansion of risk mitigation strategies in agricultural finance, e.g. weather indexed insurance.
- c) **Policy, legal and regulatory** reforms. This may include activities such as: (i) development of the necessary legal and regulatory framework to enable the Reserve Bank of Malawi to supervise the sector in the interests of quality, transparency and sustainability; (ii) measures to address the shortage of capital in the microfinance sector; (iii) measures to encourage the adoption of best practices by rural financial service providers; and (iv) improved coordination among the actors in the microfinance sector through support for sectoral organisation(s).

F. Costs and Financing

6. Approximately USD 15-30 million. Government financing of the Programme will be limited to taxes paid or foregone.

G. Organisation and Management

7. The Ministry of Finance is leading the process of addressing rural finance. Against this background, the ministry will take the lead in designing the Programme, working closely with the Ministry of Industry, Trade and Private Sector Development, and the ASWAp Secretariat.

H. Monitoring and Evaluation Indicators

8. Specific indicators⁸ may include: (i) measures of capacity and performance among rural microfinance service providers; (ii) the extent to which microfinance service providers extend their reach in rural areas (e.g. number of branches or agencies, number of clients); (iii) the range of products and services on offer to the target group; (iv) number of farmer groups and group members with linkages to financial institutions; (v) measures of financial literacy among farmer groups; (vi) number of active savings and loan groups; (vii) existence of an enabling legal and regulatory environment for rural financial services; (viii) amount capital available to the sector; and (ix) rate of adoption of best practices by relevant institutions.

I. Risks

9. The Programme will be subject to a number of generic risks affecting the entire country programme which are detailed in section V.F of the COSOP. Risks which relate specifically to rural financial services include: (i) the possibility that microfinance institutions and/or commercial banks will be reluctant to develop their services in rural areas; (ii) the Programme will be seen as a Government initiative or Government may intervene in ways that lead to poor loan recovery rates (as has occurred in the past); and (iii) other initiatives will offer subsidised services making it difficult to establish a sustainable rural microfinance sector.

⁸ All indicators will be gender disaggregated.

J. Timing

10. Design of the Programme will await the findings of the proposed rural microfinance sector review proposed to take place during 2010. Subject to the findings of the review, and the availability of IFAD funds from the 2010-2012 PBAS cycle, design could take place during 2011.

III. Smallholder Water Management Project (SWAMP)

A. Possible Geographical Area and Target Groups

1. The primary target group will be smallholder farmers who have access to irrigation infrastructure, but lack the means to independently operate and manage the schemes. These would include small-scale and semi-commercial farmers, and emergent smallholder farmers with potential to produce a marketable surplus from plots in irrigation schemes, or *dambo*⁹ lands.

B. Justification and Rationale

2. Malawi has both a great need for irrigation development and great potential. Most rural households grow only one crop per year, and are underemployed during the long dry season when no crops are grown. The result is a low level of national and household food security and persistent high levels of poverty and malnutrition. A very small fraction of agricultural land is irrigated despite the availability of water from Lake Malawi, the Shire River, and a number of smaller perennial streams and *dambo* lands. Irrigation has the potential to increase yields substantially and provide at least two harvests per year, thereby generating attractive benefit/cost ratios as well as assuring sustained food security.

C. Key Project Objectives

3. The Programme will directly address both Strategic Objectives 1 and 2. It will also create a platform for IFAD engagement in policy dialogue on environmental issues associated with irrigation schemes, the need to strengthen market linkages for irrigation farmers, and the responsibility of WUAs for operation and maintenance.

4. Specific quantitative objectives would include: (i) sustained increases in smallholder agricultural production on small-scale irrigation schemes; (ii) increased net incomes and reduced prevalence of poverty and malnutrition among target group households; and (iii) strengthened local-level institutional capacity for sustainable self-management of land and water resources.

D. Ownership, Harmonisation and Alignment

5. The Programme concept is harmonised with the Malawi Growth and Development Strategy (2006-2011) and the Agricultural Development Programme (2008-2012). In the ASWAp, it addresses the pillar on sustainable land and water management; and also the pillar on food security.

E. Components and Activities

6. The Programme will include three main initiatives (plus programme management):
- a) **Sustainable Land and Water Management** to improve water use efficiency and cropping intensity in irrigation schemes. This may include activities such as: (i) introduction or scaling-up of improved irrigation technologies and training for farmer groups in their application; (ii) rehabilitation – physical and organizational - of small-scale irrigation schemes (with emphasis on on-farm irrigation improvement); (iii) enhancing adoption of improved varieties and cropping practices and efficient water management practices; (iv) strengthen agriculture extension service and technology transfer in and around the irrigation; and (v) addressing issues concerning security of land tenure in irrigation areas.

⁹ Swampy lowlands capable of producing crops in the dry season.

- b) **Commercialisation** of agriculture on small-scale irrigation schemes. This may include activities such as: (i) support to farmer groups to form linkages with microfinance service providers and commercial enterprises as part of wider smallholder agribusiness development initiatives; (ii) training for farmers in basic financial management, marketing, agro-processing and business management; (iii) linking farmer groups to financial services; and (iv) support for SME-scale agribusiness enterprises and other value chain actors with the potential to add value to agricultural produce .
- c) **Institutional Development** to support communities and their capacity to access complementary goods and services to optimise their returns from irrigation farming. This may include activities such as: (i) facilitation and training support for WUAs; (ii) support for implementation of the new legal and regulatory framework and operational guidelines which devolve responsibility for water management to WUAs; and (iii) improved coordination among the actors in the small-scale irrigation sector through support for sectoral organisation(s).

F. Costs and Financing

7. The size and scope of the Programme will be tailored to match the availability of financing from IFAD and possible co-financiers, and would most likely fall in the range of USD 15-30 million. Government contribution to the financing of the Programme will be limited to taxes paid or foregone.

G. Organisation and Management

8. The Programme will be managed within the ASWAp framework with overall responsibility assigned to the Ministry of Irrigation and Water Development (MIWD). Several other ministries will have responsibility for specific sub-components and activities, including the Ministry of Agriculture and Food Security, and the Ministry of Trade, Industry and Private Sector Development.

H. Monitoring and Evaluation Indicators

9. Specific indicators¹⁰ may include: (i) number and type of improved irrigation technologies deployed and number of farmers trained in their application; (ii) area of small-scale irrigation schemes rehabilitated; (iii) number of small-scale irrigation farmers with secure land tenure; (iv) number of farmer groups with established linkages to microfinance institutions and agro-enterprises; (v) number of farmers trained in business skills; (vi) SME agribusiness enterprises supported by the Programme; (vii) number of water user associations formed, trained and sustained as effective management units; (viii) number of farmers trained in sustainable water and environmental management of the schemes; and (ix) legal and regulatory instruments for devolving water management responsibility to water user associations.

I. Risks

10. The Programme will be subject to a number of generic risks affecting the entire country programme which are detailed in section V.F of the COSOP. Risks which relate specifically to small-scale irrigation development include: (i) institutional complexity relating to the involvement of two ministries (agriculture and irrigation) and possible ambiguities about roles and responsibilities; (ii) shortages of technical capacity in the irrigation sector as well as failure to recognise the importance of soft investments to complement civil works; (iii) diversion of resources and capital into the construction of new large scale irrigation schemes; and (iv) a tendency to discontinue support for water user associations before they have the capacity to independently manage schemes in a sustainable manner.

¹⁰ All indicators will be gender disaggregated.

J. Timing

11. Design of the Programme will take place in the second half of the COSOP period with funding allocated from the 2013-15 PBAS cycle. This will also allow time for completion and evaluation of IRLADP to inform the design process, and for the design to fit within the proposed irrigation development master plan which is likely to be formulated in the next few years. On this basis the Programme would be launched around 2013-14 and run for 6-7 years.

IV. Smallholder Agricultural Commercialisation Programme (SACP)

A. Possible Geographical Area and Target Groups

1. The geographic location of the Programme cannot be defined at this stage since it depends on decisions by the commercial partner about the type of enterprise (most likely an industrial crop), the availability of land for a nucleus estate, and very likely the availability of irrigation water and transport infrastructure. The main target will be smallholder farmers who have the potential to move from subsistence agriculture to become small-scale commercial farmers as outgrowers linked to a nucleus estate. The Programme's outreach will extend to some of the "ultra-poor" through employment opportunities generated by commercial development.

B. Justification and Rationale

2. The great majority of Malawi's smallholder farming households are caught in a poverty trap related to small landholdings, poor infrastructure, low education standards, and limited access to markets and services. The poor tend to live in remote areas with limited roads and/or means of transport which restricts their access to markets and limits their economic opportunities. Any cash income they are able to generate is immediately spent to satisfy urgent needs and the rural economy is unable to generate sufficient savings to finance the investments needed to break out off the circle of low productivity and poverty.

3. A key development issue is the need for sustained rural economic development through commercially oriented investments to overcome the constraints of limited market demand, underdeveloped entrepreneurial capacity and the inability of most households to effectively manage risk. Malawian farmers are generally un-prepared for the market-led world. They struggle to be competitive in a situation where they are not well connected to markets and lack the knowledge, skills and financial resources to participate fully in the commercial transactions. Few have succeeded in transforming from subsistence to small scale semi-subsistence or semi commercial status. Public-Private Partnerships (PPPs) offer a new option for addressing these issues, and the Government is currently drafting a bill to regulate such arrangements.

C. Key Programme Objectives

4. The Programme will directly address Strategic Objective 2 of the COSOP. Specific quantitative objectives will be articulated during the programme design process, and may include: (i) increased private investment in Malawi's agricultural sector with substantial smallholder participation; (ii) an increase in the number of rural households engaged in commercial activities under outgrower and/or contract farming arrangements; and (iii) establishment of an enabling policy, legal and regulatory environment for profitable agribusiness investments.

D. Ownership, Harmonisation and Alignment

5. The Programme concept is fully in line with the Malawi Growth and Development Strategy (2006-2011) and the Agriculture Sector Wide Approach (2008-2012). In the

ASWAp, it addresses the pillar on commercial agriculture, agro-processing and market development by integrating smallholders within larger scale commercial operations; and also addresses the pillar on food security and risk mitigation by providing innovations for reducing risks.

E. Components and Activities

6. The Programme will include two main initiatives (plus programme management) which will be incorporated into a number of components and activities:

- a) **Nucleus Estate Development:** This would be financed by one or more private investors, and calls for a number of complementary initiatives by Government in order to provide the investor(s) with secure access to land and water resources and a regulatory framework which underpins satisfactory social and environmental protection: This may include activities such as: (i) acquisition or lease of agricultural land (and probably irrigation water) required for establishment of a nucleus estate; (ii) establishment of crops/plantations and agro-industrial facilities; (iii) development of transport and social infrastructure; and (iv) recruitment of outgrowers and/or contract growers and the development of outgrower support services such as input supplies, technical training, financial services, crop harvesting, transport, storage etc.
- b) **Outgrower and Contract Farming Initiatives:** This would include the “soft” investments needed to ensure that the smallholder component of the investment operates as planned for the benefit of the target group. This may include activities such as: (i) support to farmer groups in their dealings with the nucleus estate, and to provide complementary social and environmental services; (ii) livelihood support for community members who are not engaged as outgrowers; (iii) provision of extension services (in conjunction with the nucleus estate); (iv) special incentives to encourage participation of vulnerable groups who may otherwise lack the resources or capacity to be engaged as outgrowers; and (v) assisting to connect outgrower farmers to financial services.

F. Costs and Financing

7. The size and scope of the Programme will be tailored to match the availability of financing from IFAD and possible co-financiers, and would most likely fall in the range of USD 15-30 million. Government contribution to the financing of the Programme will be limited to taxes paid or foregone. The private sector partner would be expected to finance development of the nucleus estate and processing/marketing facilities, and also provide technical support for outgrower groups.

G. Organisation and Management

8. The Programme would be organised and managed as a PPP under a memorandum of understanding (MOU) between the Government and the agribusiness investor(s). The Ministry of Agriculture and Food Security (MOAFS) may be the lead Government agency. The Ministry of Industry, Trade and Private Sector Development (MITPSD) and the Ministry of Local Government and Rural Development (MLGRD) would also be key players.

H. Monitoring and Evaluation Indicators

9. Specific indicators¹¹ may include: (i) measures of the value of private investment in agribusiness (local and foreign) with smallholder participation; (ii) the number of smallholders participating in outgrower or contract grower arrangements and their levels of income and other livelihood measures including food security; (iii) measures of

¹¹ All indicators will be gender disaggregated.

production and value addition relating to smallholder output from nucleus estate schemes supported by the Programme; and (iv) overall fiscal impact - the amount of taxation revenue generated from the investments less the cost of services provided by the Government.

I. Risks

10. The Programme will be subject to a number of generic risks affecting the entire country programme which are detailed in section V.F of the COSOP. Risks which relate specifically to the smallholder commercialisation programme include: (i) the possibility that it will prove difficult to attract suitable agribusiness investor(s) – in which case the proposed scheme(s) would never get off the ground; (ii) the possibility that the an investor might pull out or fail to meet its obligations under the proposed MOU; and (iii) failure to attract the participation of significant numbers of smallholders or if smallholders engage in rampant “side-selling” to competitors.

J. Timing

11. It is not possible to determine precisely when it will take place, since it depends on securing an agreement with a private investor. Should a suitable investor come forward at an early date it would be desirable to initiate the Programme as soon as possible, or the opportunity may be lost. Experience from similar initiatives suggests that once an agreement is in place, implementation can proceed quite rapidly.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Major Issues	Possible Actions by Programme
Commercialisation of smallholder production, promotion of value addition and MSE development	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of entrepreneur culture, business and financial management skills • Absence of contract loyalty/credit repayment culture among small farmers • Limited supply contract-based market linkages • Low purchasing power of local consumers, local market volumes • Limited value addition and high MSE dependence on buying and selling of unprocessed agricultural products, dominated by food items • Limited availability of skilled service providers • Lack of adequate and timely market information • Inadequate market infrastructure: storage, collection centres, feeder roads • Limited availability/access to financial services • Lack of comprehensive policy/regulatory framework for MSE development • Limited capacity of farmer based organisations to bargain and negotiate • Lack of skills in post harvest, value-adding and agro-processing activities • Limited capability to identify/exploit value chain opportunities • High levels of illiteracy, innumeracy 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensitise/promote entrepreneurial culture, farmer group/MSE business, financial management skills • Facilitate resilient market linkages based on sustainable MSE business relationships • Promote market-led, rural-based MSE agro-processing ventures • Facilitate generation of market information and timely dissemination • Facilitate development of storage and market infrastructure by private sector/joint venture • Collaborate with relevant stakeholders to promote financial services to support business ventures • Develop marketing skills among service providers • Identify market opportunities and convey to farming community • Support MSE lobbying for sector policies and regulations for improved business environment • Facilitate access to functional adult literacy classes, related to enterprise development
Poor natural resource management	<ul style="list-style-type: none"> • High population density limiting availability of quality agricultural land • Limited use of organic methods to improve soil fertility • High price of inorganic fertiliser for profitable production • Environmental degradation through deforestation, erosion and siltation • High demand for fuel wood to meet domestic and agricultural usage 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote low cost organic soil conservation methods -- mulching, manuring and composting - to prevent erosion and build/protect fertility • Promote community reforestation activities • Roll-out successfully demonstrated conservation agriculture packages suitable for smallholder adoption • Promote water use efficiency through water user associations
Vulnerability of rural livelihoods	<ul style="list-style-type: none"> • Predominantly subsistence production on small acreage holdings • Dependence on a few crops with low marketing potential • Unreliable climatic conditions -- frequency of 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversify farm base through market-led opportunities supported by training and improved extension • Promote group action and cohesion - and contract discipline • Provide demand/commodity led research and disseminate appropriate

Priority Areas	Major Issues	Possible Actions by Programme
	droughts/floods <ul style="list-style-type: none"> • Risk averse approach to production • Limited use of improved technologies/reliance on manual cultivation • Limited access to extension services • Weak input supply and marketing systems • Food insecure for a number of months a year • Limited opportunity to strengthen asset base and diversify income • Large percentage of ultra poor who have little time, resources, ability or motivation to participate in agricultural commercialisation 	technologies for smallholders <ul style="list-style-type: none"> • Facilitate linkage with suppliers, providers and buyers and support collaboration • Build self-reliance based on commercial approach and relationships - and higher incomes
Weak public sector capacity for support to community and enterprise development	<ul style="list-style-type: none"> • Poorly funded and resourced District Administrations • Government extension and community development services limited by low staff: farmer ratio and inadequate operating funds • Weak knowledge integration for small farmer decision making • Inadequate attention to sustainability/ownership issues as communities are not fully involved in planning and decision making for development • Slow and imperfect implementation of the decentralised processes 	<ul style="list-style-type: none"> • Focus public services on few critical areas related to financial aspects of development and livelihood uplift; and clearly define public/private responsibilities • Promote private sector/ NGO provision of services, in tandem with public services, where possible • Promote service provision that responds to market oriented knowledge needs of the poor • Strengthen capacity of DAs to coordinate development partners in their area • Promote capacity and participation by smallholders and farmer organisations in planning and review exercises that influence how funds are utilised • Promote public/private/NGO partnerships for synergy, sustainability
Gender inequality and HIV/AIDS	<ul style="list-style-type: none"> • Limited access to natural and productive resources for women • Limited opportunities for income generation for women • Restriction of women benefiting from income by traditional male dominance • High illiteracy rates and limited outside exposure among women • Reduced productivity, increased costs and depletion of family assets from the disease and its side and after effects • Limited availability/use of labour saving technologies and practices 	<ul style="list-style-type: none"> • Include gender/socio-economic analysis in pre-implementation baseline and awareness exercises • Support gender and HIV/AIDS sensitive/informed development initiatives • Link Programme activities with gender/HIV efforts/resources of other projects, initiatives • Promote gender equity in service provision and decision making by the farmer groups and service providers • Assist women to access productive resources (physical and knowledge) • Provide functional literacy training in context of value chain/enterprise development • Encourage affected people and families that have capability to join enterprise groups • Attempt to develop inclusive approaches for affected people and orphans in enterprise activities

Key file 2: Organisations SWOT analysis

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
Ministry of Finance	<ul style="list-style-type: none"> • Qualified and experienced staff for budgetary allocations and disbursements of funds 	<ul style="list-style-type: none"> • Delays in disbursement of funds • Weak monitoring system 	<ul style="list-style-type: none"> • Streamline financial flows and disbursement procedures • Strengthening capacity for effective monitoring • Conscious/supportive of need for more realistic and sustainable local economic development 	<ul style="list-style-type: none"> • Plays a key role in Programme implementation re flow of funds.
Ministry of Development Planning and Cooperation	<ul style="list-style-type: none"> • Highly qualified and experienced staff • Responsible for economic planning, project and programme oversight 	Limited presence/capability in District affairs	<ul style="list-style-type: none"> • Conscious/supportive of need for more realistic and sustainable local economic development 	<ul style="list-style-type: none"> • Plays key role in Programme planning, oversight.
Ministry of Agriculture and Food Security (MOAFS)	<ul style="list-style-type: none"> • Well established structure from headquarters to District level • Past investments in facilities for the delivery of services to the farmers • Staff well trained in several aspects • Established system of communication • Core functional analysis is being conducted • Taking lead role in formulating the ASWAP 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor past record of development effectiveness • Over-dependency on donor-funding • Insufficient public funding for services/facilities • Inadequate coordination of activities in the five main departments • High level of turnover and attrition mainly due to HIV/AIDS, affects service delivery capability • Weak leadership and analytical skills of field staff • Gender imbalance in staff and targeting of services • Inadequate financial know-how, M&E and accountability • Inability to retain staff due to low salaries • NGO demand for staff compromises availability • Reluctance to devolve power and resources under decentralization 	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture remains a priority of Government • Donors willing to support MOAFS to implement policies • Existence of training institutions for capacity building • Tax exemption for agricultural inputs • Complementarity and synergy with NGOs and the private sector 	<ul style="list-style-type: none"> • Need capacity to direct involvement of NGOs in delivery of services to the farmers • Decentralization process is still new, and responsibilities of central ministry and district level staff still need to be clarified • Possible service provider
Ministry of Local Government and Rural Development	<ul style="list-style-type: none"> • Government supports decentralization • Key staff positions at Centre and District level filled with qualified staff • Incorporates National Local Government Finance 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited operating budget • Weak democratic representation at District level due to election delay • Limited M&E capacity • Limited experience/understanding of commercial aspects of local development 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification of development projects that are reflective of real need and priorities of rural people • Strong commitment to implementing decentralization to get resources out to rural areas and measure impact • Good working relations with other 	<ul style="list-style-type: none"> • A key role in streamlining decentralization process and development of community-based projects • Main Programme Government counterpart

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
	<p>Committee which determines District budget allocations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Experience under RLSP and other District development projects 	<ul style="list-style-type: none"> • Pressure of work for staff at Centre 	ministries	
Ministry of Industry, Trade and Private Sector Development (MITPSD)	<ul style="list-style-type: none"> • Government policy supports increased participation of MSEs and smallholder farmers in commercially viable business enterprises • MITPSD is currently well positioned as the lead Government agency charged with development issues relating to MSE and MFI sectors 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of adequate funding for operational budget, computers and transport facilities • Lack of adequate/qualified staff at HQ and in field • Low capacity for effective operation in rural areas • Lack of sufficient MSE sector information and capacity for M&E • Slow progress in re-drafting and implementing MFI and MSE policies and regulations 	<ul style="list-style-type: none"> • Internal policy commitment for MFI and MSE sectors • Significant donor interest and involvement in working with MITPSD towards development of MFIs and MSEs • MITPSD currently coordinating the process of re-drafting MSE and MFI policies and regulations • Clear appreciation of private sector as engine of growth • Willingness to work with other MSE and MFI stakeholders • Collaboration between Programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Needs additional qualified staff, finances, computers, transport • Need to decentralise operations to field level for more effective interaction with rural MSEs • MSE commitment not yet reflected in sector policies and regulations • Major service provider, if enabled
Ministry of Irrigation and Water Development (Department of Irrigation)	<ul style="list-style-type: none"> • Specialist staff available, experienced and competent at Centre • Policy and development strategy in place for small scale irrigation • Track record of water user association (WUA) formation and support 	<p>Pressure of work, other project commitments -- including IFAD/WB IRLADP -- of HQ staff</p> <p>Limited number of field staff, since role now to facilitate, not implement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lack of proper, full training of staff • Dubious past history of project implementation, irrigation promotion and financial management 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential for development, improvement, expansion of micro-irrigation schemes and WUAs in value chains 	<ul style="list-style-type: none"> • Ambitious programme of capacity building, expansion underway for IRLADP purposes • Possible service provider • Possible adviser and member of project PSCs
Ministry of Mines, Natural Resources and Environment (MMNRE)	<ul style="list-style-type: none"> • Several specialized departments: forests, fish, with qualified staff • Well established offices nationwide • Devolved functions • Legal and policy framework to ensure service delivery to the public 	<ul style="list-style-type: none"> • Loss and limited ability of qualified staff • Bureaucratic rigid decision-making processes • Insufficient public funding of ministry activities • Poor planning/coordination of dept activities • Absence of sustainable supplementary funding • Functions devolved but severe lack of facilities, equipment at some Districts/offices • Lack of management information system 	<ul style="list-style-type: none"> • Specialized departments • Donor interest in NRM issues • Increased involvement of local communities in natural resource management issues • Diverse natural resources • Poverty leading to over exploitation of natural resources 	<ul style="list-style-type: none"> • Need to promote community-based natural resource management • Low level of awareness historically and locally on environmental issues
Ministry of Women and	<ul style="list-style-type: none"> • Addresses both gender and community development through 	<ul style="list-style-type: none"> • Short of staff • High level of turnover and attrition 	Fourth department to be established from July 2007: Entrepreneurship	

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
Child Development (MWCD)	economic activities all in one Ministry Has experience of working with donor funded projects (such as SSEE)	mainly due to HIV/AIDS and staff leaving to work with other organizations	Development, under which Economic Activities of the Community Development Department will fall and links will be made with the MITPSD and Private Sector	
Department of Agricultural Extension Services (DAES within MOAFS)	<ul style="list-style-type: none"> • New demand driven pluralistic extension policy • Experienced extension staff at Centre • Gender and HIV/AIDS mainstreaming activities underway 	<ul style="list-style-type: none"> • Shortages of qualified and trained staff generally • Lack of staff trained in new demand driven mode of extension service delivery • Weak competence of Subject Matter Specialists • Limited back-up capability to support extension delivery at District level • Weak extension-research linkages • Shortage of basic resources for extension delivery • Weak agri-business/marketing extension service 	<ul style="list-style-type: none"> • Experience in forming and farmer associations • Resources available to upgrade services with European Union support • Restructuring on-going under EU funding to better align with a decentralized mode of operation 	<ul style="list-style-type: none"> • Need for organizing farmers and training for decentralized structures • Lack of clear definition of responsibility between Central Ministry and District staff • Requires change of MOAFS mindset from traditional supply-side extension service delivery approach • Possible service provider
Other MOAFS Depts: Planning; Trade and Marketing; Land Resources and Conservation; Co-operatives; and Communications	<ul style="list-style-type: none"> • Professional staff and specialist units at Centre capable, active • Substantive donor/project funding and support 	<ul style="list-style-type: none"> • Shortage of staff away from HQs • Loss of trained staff to other ministries and private sector due to salary levels, prospects • Lack of on-the-job training • Lack of facilities for full operation • More theoretical than practical, esp commercial • Over-reliance on projects, donor funding 	<ul style="list-style-type: none"> • New agriculture sector policy and strategy • ASWAp implemented • Experience of development of farmer organisations 	<ul style="list-style-type: none"> • Need reorientation, strengthening to comply with new decentralization and demand-led approach • Probable service providers
Department of Community Development (of MWCD and at District level)	<ul style="list-style-type: none"> • Has staff experienced in facilitating communities to form groups carrying out economic activities • Has expertise in training, for instance in business management and leadership • Used to working with NGOs 	<ul style="list-style-type: none"> • Short of staff numbers -- about one third of positions filled at District • Insufficient operating expenses therefore transport not maintained, equipment lacking, insufficient funds for group training 	<ul style="list-style-type: none"> • CD staff considered key for the implementation of projects -- particularly for formation and sensitisation of farmers groups 	<ul style="list-style-type: none"> • As above • Key service provider, Programme partner, if enabled
National Smallholder Farmers Association of Malawi (NASFAM)	<ul style="list-style-type: none"> • Well qualified and motivated staff • Specific mandate to work with private sector • Professional approach to tasks • Ability to identify niche sectors and support farmers to exploit 	<ul style="list-style-type: none"> • Donor funded and maintained with yearly financial budget • Uncertainty of sustainability if donor withdrawal • Serving specific areas based on the funds available • Seen as unfair competitor by private 	<ul style="list-style-type: none"> • Government support for diversification of food crops as well as rural incomes • Existing involvement in value chain commodities trading • Existing extension capacity -- need to justify their costs • Strong affiliation with farmer groups 	<ul style="list-style-type: none"> • Sound capability and interest to provide advice and services to small holder farmers • Probable value chain partner

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
	them	sector <ul style="list-style-type: none"> • Seen as equivocal buyer by some farmer groups • Caters more for commercial farmers 		
Bunda College of Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Well established curriculum • Fully accredited college • Professional staff, good facilities • Experience in drafting collaborative projects with private sector and Farmers Union of Malawi (FUM) 	<ul style="list-style-type: none"> • Reliant on Government subventions for developments • Limited commercial knowledge, understanding • Emphasis on theoretical aspects and limited practical training 	<ul style="list-style-type: none"> • Need to develop suitable curricula for training in market oriented smallholder agriculture • Involved in collaborative groundnut improvement proposal with private sector and FUM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capability to develop tailor-made training courses in market-oriented smallholder agriculture • Has professional staff in areas of interest of the Programme • Probable adviser, service provider
Natural Resources College	<ul style="list-style-type: none"> • Good infrastructure and facilities • Good demonstrations • Practical training tailored to local needs 	<ul style="list-style-type: none"> • Qualifications only at certificate level • Diploma courses not recognized by University 	<ul style="list-style-type: none"> • Practical training in high demand at field level • Institution is autonomous and self sustaining 	<ul style="list-style-type: none"> • Capability to train trainers in natural resources management and environmental subjects • Probable adviser, service provider
Malawi Social Action Fund (MASAF)	<ul style="list-style-type: none"> • Financial management, accountability • Multi-disciplinary staff • Proven methodologies for community mobilization and empowerment • Use of decentralized structures for implementation, with safeguards, guidelines and MoUs • Well equipped 	<ul style="list-style-type: none"> • Slow responsiveness to requests, because it follows a systematic approach • Heavy demand on staff from existing activities, including IRLADP • Decentralization process has led to loss of control over implementation • Assumption of new responsibilities may be beyond its capabilities 	<ul style="list-style-type: none"> • Ability to deliver projects with community-based, demand-driven approach 	<ul style="list-style-type: none"> • Capability to assist implementation and financial management of demand-driven initiatives • Probable adviser, service provider
Malawi Rural Finance Corporation (MRFC)	<ul style="list-style-type: none"> • Significant amount of Government financial resources available • Qualified and motivated staff • Well represented at the District level • Comparatively better financial management system, loan recovery rate 	<ul style="list-style-type: none"> • High dependence of Government financing and likely future decrease/suspension • Focused on provision of micro credit and weak capacity in non-credit BDS services • No mandate nor capacity to mobilize savings • Government-driven business operations • High loan default rate and unlikely financial sustainability 	<ul style="list-style-type: none"> • Possible source of financing for value chain development activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Needs to re-orient attitude towards sustainable commercial business • Need to sensitize organisations on importance for other non-credit business development services • Possible service/finance provider

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
Input Suppliers	<ul style="list-style-type: none"> • Significant retail branch network in the rural areas for the main input suppliers (Kulima Gold, Farmers World, Chipuku Stores, Peoples Supermarket) • Professional approach to business 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited technical knowledge regarding application of inputs being dealt with resulting in limited extension support services • Inadequate staffing and transport facilities to facilitate after sales support in form of extension services to smallholder farmers • Overly high interest and dependence on Government subsidy schemes • Possibility of unsustainable business operations in the event Government subsidies are withdrawn • Shortages and high cost of working capital 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential to offer BDS services to farmers • Potential to maximize outreach given the wide rural branch network 	<ul style="list-style-type: none"> • Some input suppliers are not genuinely interested in farmers welfare • May be more interested in maximizing profits, which is reflected in the common practices of buying back, at the lowest possible price, coupons provided to poor households under the subsidy scheme • Possible advice/service providers, value chain partners
International NGOs	<ul style="list-style-type: none"> • Sound experience • Well financed with resources to carry out identified tasks • Ability to mobilize communities through PRAs, rights based approaches, gender/HIV-AIDS awareness training • Good linkages, mentoring of local NGOs 	<ul style="list-style-type: none"> • Staff professional capabilities often expensive • Depend on public sector staff for tasks locally • In many cases operate independent of consensus with the public sector • Decrease in financial support from donors • Time required to build trust with communities • Perceived competition between NGOs and the Government • Some resentment due to differences in remuneration • Failure to address needs of the communities but instead carry out what they perceive is required. • High operational costs • Draw staff away from Government service to work for NGOs 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential capability to supply essential services, both ad hoc and longer term • Need for Programme to develop contracts with fair terms but rigorous performance rewards/penalties • Need for Programme/donors/Government to intervene to break up apparent cartel approach 	<ul style="list-style-type: none"> • Better cooperation required between public and NGO sectors • At broader level, Government appreciates their role and has retained services on public funded projects to support and train Government staff • Probable advice/service providers
National NGOs	<ul style="list-style-type: none"> • Good experience and knowledge of local situations. • Understand national and local issues 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited resources as they are dependent on international NGOs and donors • Activities very localized at times due to limited financial resources • Difficulties in recruiting, retaining qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Relatively low operational cost. • Decrease in financial support from donors • Competition between national NGOs for qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Government appreciates their role and has retained their services on public funded projects to support and train Government staff • Probable advice/service provider

Institution	Strengths	Weaknesses/Threats	Opportunities	Remarks
Local NGOs	<ul style="list-style-type: none"> • Clear understanding of local problems • Identify with and trusted by local communities • Government appreciates their role in rural development. • Motivated staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited resources both human and financial • Tend to be partisan when there are disputes between communities • Limited outreach • Not sustainable as they are initiated with donor funds and last as long as the funding is available • May have unqualified/less qualified staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Fill the existing gaps in public sector • Decentralization policy has a role for local NGO in service delivery to local communities • Often donor-driven and wind up after funding ceases 	<ul style="list-style-type: none"> • Many activities initiated are not sustainable • Need to be strengthened as the staff understand local situations • Many are opportunistic and have no clear vision • Possible advice/service provider

Key file 3: Complementary donor initiatives/partnership potential

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
European Union/ MOAFS	Farm Income Diversification Programme (FIDP) – Phase 1	<p>Coverage: Country-wide, 17 Districts, including 4 (non-RLEEP) Districts in the Central Region.</p> <p>Objective: Overall objective: To achieve a sustainable improvement in livelihoods of rural communities through diversifying farmers' income.</p> <p>Programme purpose: to increase food security and income levels of rural households ensuring a sustainable use of soil and water resources by encouraging business development and employment as well as improved marketing of agricultural products in selected communities.</p> <p>Components: On-farm activities; Capacity building; Support at village level supplies; Technical Assistance</p> <p>Planned Output/ Results:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Improved knowledge, attitude and organisation of rural communities. - Sustainable management of soil conservation and soil fertility. - Enabling environment for agriculture business initiatives promoted. - Improved capacity of rural communities to access and develop post-harvest agricultural activities. <ul style="list-style-type: none"> - Timely and relevant education and training opportunities available in horticulture. 	Close Date (CD): 31-Mar-08 Total C o s t s (T C) : E u r o 1 6 . 2 m	<ul style="list-style-type: none"> • similar approach and content to RLEEP, but less emphasis on commercialization and economic growth • complementary and liaison/learning opportunities
European Union/ MOAFS	Institutional Development Across the Agri-Food Sector (IDAF)	<p>Coverage: Country-Wide</p> <p>Objective: 1. To achieve sustainable improvement in Livelihoods of the rural poor in line with the national strategic priorities as set out in the Malawi Poverty Reduction Strategy, National Indicative Programme and ongoing policy development for the Malawi Agri-food sector.</p> <p>2. To foster an enabling institutional environment for the development and growth across the agricultural and food industry, through the development of institutional capabilities of public and non-public actors, within a coherent conceptual framework.</p> <p>Components: 1. MOAFS functions, mandate and organizational structure are revised and reviewed.</p> <p>2. MOAFS capacities are strengthened in policy formulation, strategic planning, provision of production services and support to decentralization.</p> <p>3. District agricultural services are responsive to demands of agricultural stakeholders.</p> <p>4. Farmers based organizations are supported and developed.</p> <p>5. Institutions and support systems to promote agri-food trade and access export markets are developed and promoted.</p>	CD: 01-Jun-11 TC: Euro 7.97m	<ul style="list-style-type: none"> • covers much of ground of RLEEP, but in broad brush, strategic and capacity building way • possibility of synergy for some activities, including policy dialogue

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		<p>6. Systems, facilities and competent personnel are in place to attain international standards in agri-food exports.</p> <p>Planned Output/ Results:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Growth pattern and development in the agricultural and food sector particularly after implementation of the major reforms and capacity building during the first 2 years. 2. New mandate and organigram of Ministry of Agriculture and Food Security, active performance management system and impact evaluation report and strategic plans. 		
World Bank/ GEF/Norad	Malawi Social Action Fund (MASAF) III	<p>Coverage: Country-Wide.</p> <p>Objective: Improve the effectiveness of investments aimed at food security and sustainable agricultural growth; and the global environmental objective is to strengthen the natural resource base in agricultural lands through doubling the area under sustainable land management as a basis for securing ecosystem services and sustainable agricultural productivity</p> <p>Components: 1. institutional development and capacity building in preparation of a Sector Wide Approach (SWAp) in agriculture.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Sustainable food security 3. Project coordination <p>Planned Outputs: 1 strengthen institutional capabilities necessary to further develop, and implement, a harmonized and aligned investment framework leading towards a full-fledged SWAP in the agricultural sector;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. increase the land, water and nutrient use efficiency of maize <p>Based rainfed cropping systems targeted by the Government's Agricultural Development Programme; and</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. increase the resilience of the maize supply system to cope with climate induced risks and shocks . 	<p>CD: 15- SEPT 2013</p> <p>TC: USD 47.5m</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Key partner as project is support to the ASWAp.
World Bank, IFAD, Government	Irrigation Rural Livelihoods and Agricultural Development Project (IRLADP)	<p>Coverage: Nsanje, Chikwawa, Blantyre, Phalombe, Zomba, Dedza, Lilongwe, Salima, Nkhatabay, Rumphu, Chitipa</p> <p>Objective: 1. To raise agricultural productivity and net incomes of the rural households in 11 target districts in a sustainable manner by providing an integrated package of support covering irrigation, agricultural/irrigation advisory services, marketing and post-harvest assets and services</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. To strengthen the country's institutional capacity for long-term irrigation development <p>Components: 1. Irrigation rehabilitation development</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Farmer Services and Livelihoods Funds 3. Institutional Development 4. Project Coordination and monitoring and evaluation <p>Planned Output: 1. Small scale irrigation schemes rehabilitated and developed</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Existing small storage reservoirs rehabilitated 3. Demand for rainwater harvesting and catchment conservation increased 4. Farmer services and livelihoods enhanced 5. Institutional development and community mobilization strengthened 	<p>CD: 31- May-12</p> <p>TC: USD 52.5m (IFAD USD 8m)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • other main IFAD-assisted project • possible synergy for learning on implementation

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		6. Project implementation well coordinated		
World Bank, Government	Community Based Rural Land Development Project (CBRLD)	Coverage: Mulanje, Thyolo, Mangochi, Machinga Objectives: 1. To increase incomes of 15,000 poor rural families through a decentralised community based and voluntary approach to land reform; 2. Facilitate land acquisition for the landless and poor rural people. Components: 1. Land acquisition and Farm Development; 2. Land administration; 3. Capacity building. Planned Outputs: 1. Increased incomes of beneficiary families control group and/or pre-project income levels; 2. Increased and sustainable agricultural productivity on participating farms; 3. Effective evaluation of the piloted approach; 4. Security of tenure of acquired land guaranteed; 5. Land accessing, titling and registration improved.	Continuing until 2009	Has potential to draw lessons on land reform process in Malawi.
World Bank, Government	Business Environment Strengthening Technical Assistance (BESTAP)	Coverage: Country wide Objective: To reduce constraints to new business formation and expansion and increase the productivity of SMEs supported by the project. Components: 1. Strengthening private property rights institutions and services 2. Promoting access to finance and productivity enhancement 3. Strengthening private property rights institutions and business facilitation 4. Capacity building and implementation support	Continuing until 2012	Possible linkage with commercialization and agribusiness development.
Africa Development Bank (AfDB)	Smallholder crop production and marketing project	Coverage: Balaka, Chikwawa, Chitipa, Dedza, Dowa, Karonga, Kasungu, Lilongwe, Machinga, Mangochi, Mchinji, Mzimba, Nkhatabay, Nkhotakota, Nsanje, Ntcheu, Ntchisi, Rumphu, Zomba. Objectives: To increase productivity and income of rural livelihoods in the project area through promotion of intensification and diversification of existing cropping system and improvement of the marketing system which will significantly increase production, productivity and incomes of the small farmer whilst improving household nutrition and environment management of natural resources. Components: 1. Irrigation developed; 2. Farmer support programme; 3. Project coordination and management. Planned outputs: 1. Irrigation schemes; 2. Increased household income above baseline information; 3. Improved marketing systems; 4. Natural resources management improved; 5. Improved nutrition status of households; 6. Increased crop productivity.	Continuing until 2013	
AfDB	Smallholder Irrigation project.	Coverage: Mwanza, Nsanje, Chikwawa, Neno, Thyolo, Chiradzulu, Blantyre Objectives: 1. To improve the well being of Malawians through poverty alleviation among rural people, by promoting broad based and accelerated agricultural development 2. To contribute to food security by increasing the irrigated land by 4600ha and increasing agricultural productivity of 12000 smallholders Components: 1. capacity building (training staff of MoAFS, Bunda College, NRC) Planned Output: 1. Building institutional capacity in irrigation technology and rural microfinance credit nationwide; 2. Establish a credit system; 3. Establishment of small scale irrigation schemes managed by farmers; 4. Irrigated land increased by 4,600ha	Continuing until 2009	

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		in 25 EPAs by PY5; 5. Average farm income increase from US\$ 260 to 2,225 annually; 6. Irrigated land will be cultivated 2.5 times per year and productivity will increase more than 2.2 times by end of PY5; 7. Target group (12,000 families) adopt, form, own and manage 400 farmer clubs and 12 credit unions by PY5; 8. Survey, Soil, water flow and soil sampling practices in DOI, 4 RDPs and 2 research stations improved by end of PY5; 9. Capacity of the two NGOs group formation and training significantly improved by PY2; 10. Capacity of managing micro credit by MFI significantly improved by end of PY2.		
IFAD	Rural Livelihoods Support Programme	<p>Coverage: Thyolo, Nsanje, Chiradzulu</p> <p>Objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The overall goal is sustainable poverty reduction through the promotion of on and off – farm and wage based income 2. Promoting sustainable agricultural production and simple but efficient natural resources management technologies for improved food security. 3. Nutrition and agriculture based incomes for better living conditions for the selected target groups 4. Promoting the development of skills for selected targets and availing financial support for both on and off farm investments that will utilise the acquired skills to improve their incomes. 5. Promoting employment through support for infrastructure development to provide incomes especially during off seasons. 6. Developing/improving individual and local community capacities and capabilities in terms of their organisation to access relevant resources to improve their livelihoods <p>Components: 1. Village investment; 2. Abolish a dual system of local administration; 3. Promote accountability, good governance and popular participation in local development process; 4. Improve coordination among the ministries/departments operating at the district level; 5. Diversification of household incomes, with improved health and nutritional status of the target groups; 6. Support target groups with resources to invest in a series of activities that respond to their concerns and that use local opportunities as identified through the village planning process.</p> <p>Planned Outputs: 1. Invest in human capital. All villagers empowered to express, act upon including seeking support in resolving matters of genuine concern to them; 2. District administration and service providers oriented towards helping all villagers to solve problems of concern; 3. Village investments: Improved productivity of villagers' assets. Poorest villagers' asset based improved; 4. Programme management and co-ordination; 5. Effective management and co-ordination of 1-3 above, which involves ensuring transparency in operations, accountability, in local resource and timely follow up; 6. Effective management of resources, direction on modes of operation downwards and upwards reporting to Govt. and IFAD.</p>	Continuing until 2013	Lessons can be drawn for future interventions.
IFAD	Rural livelihoods and Economic	<p>Coverage: Country wide</p> <p>Objectives: 1. Strengthen value chains and enhance the enabling environment to</p>	Just completed,	Will provide practical experiences with

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	Enhancement project (RLEEP)	<p>make it more conducive to rural commercial development.</p> <p>2. improve linkages to farmers to value chains by establishing more efficient production, transport, storage, processing and marketing systems for targeting commodities thereby expanding economic activity and employment</p> <p>3. Facilitate and manage the programme in an effective and efficient manner.</p> <p>Components: 1. Value chain mobilisation and organisation 2. Agricultural production enhancement and commercialisation 3. Programme facilitation and management</p>	discussions not effective yet	commercialisation.
EU	Publics Works programme (PWP)	<p>Coverage: Blantyre, Chikwawa, Dedza, Lilongwe, Dowa, Mchinji, Ntcheu, Kasungu, Nkhotakota, Machinga, Mangochi, Mzimba, Mulanje, Thyolo, Zomba</p> <p>Objectives: To contribute to the governments objective of poverty reduction in line with the Malawi Poverty Reduction Strategy (MPRS)</p> <p>Components: Roads, Irrigation, Forestry</p> <p>Planned Output: 1. Rural roads maintenance: 4050 kms of roads maintained; 2. Forestry: 27 Million trees planted and 3050 village clubs formed and accountable. 3. Irrigation: 4,940 treadle pumps distributed and 1,040 water harvesting projects 4. District assembly capacity: 15 district assemblies enhanced. 5. Cross cutting issues: 79,000 people empowered through awareness 30%of women and youth employed MK 210 million earned by women and youth. 30% of women and youth represented in development committees 610 linkages are facilitated 6. Project management: 10 local project managers employed and earn MK184 million</p>	Continuing until 2010	
JICA	Capacity development of Smallholder Farmers for the Management of Self Help Irrigation Scheme (Medium Scale)	<p>Coverage: Country wide</p> <p>Objectives: 1. To formulate action plan for the improvement of crop productivity in the existing self help irrigation schemes (Medium scale) 2. To formulate development plan for the self help irrigation schemes (medium scale) in the potential irrigable area 3. To carry out capacity development of Malawi counterpart personnel as well as of the communities concerned in the course of the study.</p> <p>Components: 1. Irrigation scheme 2. O&M of irrigation facilities 3. Farm management 4. Farmers group management</p> <p>Planned output: 1. Irrigation development plans 2. Improved crop productivity 3. Low cost rehabilitation with maximum use of local materials and minimum use of outside materials. Mobilisation of simple structures to be constructed, operated and maintained by smallholder farmers themselves.</p>	Continuing	
JICA	Smallholder Irrigation Technical Cooperation Project	<p>Coverage: Country wide</p> <p>Objectives: 1. To establish a package for extension system for small scale irrigation development in all potential EPAs; 2. To adapt small scale irrigation farming</p>	Continuing until 2009	

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		technologies and systematize experiences. Components: Establishment of a nationwide extension system for comprehensive small scale irrigation farming. Planned Output: 1. Extension system for small scale irrigation development package established at all EPAs. 2. Adaptation of small scale irrigation farming technologies and experiences systematized.		
JICA	Farmer Artificial Insemination Technician Foster Project	Coverage: Nation wide Objectives: Strengthen the system for artificial insemination (AI) service delivery through training for farmer AI technicians by dispatching several numbers of JOCVs specialized on Animal Husbandry.	Continuing until 2011	
FAO	Integrating food and Nutrition Security with Sustainable Livelihoods	Coverage: Kasungu and Mzimba Objective: Strengthen and build capacity of community groups, particularly farmer associations; improve nutritional and hygienic knowledge and status at household and community level. Components: Farmer based organisations, communities and government capacity strengthened and Gender and HIV and AIDS knowledge and issues main streamed.	Continuing	
NORAD/FAO	Enhancing Food Security and Developing Sustainable Rural Livelihoods	Coverage: Mangochi, Machinga, Balaka Objective: Alleviate immediate problems poverty and food security for chronically poor by sustainable use environment. To reach approx.40,000 HHs with tot. pop.of 250,000 Components: Small scale irrigation; water control; watershed development; intensify/diversify farm production; capacity building / institution strengthening.	Continuing until 2011	Potential to draw lessons for the design of natural resource management project
FAO	Capacity Building in farm planning and management for extension workers and farmers	Coverage: Country wide Objectives: 1. Strengthen the capacity of the staff of agribusiness units and frontline extension workers in pilot districts in farm business management. 2. Strengthen the capacity of the extension service to design and implement a farm data system for the collection, compilation, analysis and utilization of farm and enterprise management information relevant to farmers' needs. 3. Strengthen the capacity of selected 'lead farmers' in pilot district sites to develop skills and competencies for market driven farming activities. Components: 1.Computerised database 2. Capacity building Planned Output: 1. Computerised databases and simple excel programme for collating farm data for enterprise profitability analysis in the eight pilot districts 2. A portfolio of tools developed for farm level data collection and analysis 3. Analysed farm management information for use by farm management specialists and frontline extension workers at district level. 4. CTT (eight individuals) trained in the use of a training of trainers manual in farm business management 5. Thirty subject matter specialists at district level trained in data collection, processing and analysis. 6. Hundred and twenty extension personnel trained in farm business management in eight pilot districts.	Continuing	

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		7. Fifty lead farmers from the ADD pilot areas trained through farm business schools; 8. National action plan for scaling up farm management extension activities throughout the country prepared.		
FAO	Enhancing Food Security in Cassava based Farm systems in Malawi and Zambia	Coverage: TBA Objective: Increase incomes and living standards of small rural households via more profitable agriculture production systems. 10,000HHs reached. Components: Production and productivity of cassava enhanced in new areas. Profitability and consumer acceptability of cassava increased by intro of on-farm value adding, processing, utilization technologies.	Continuing	
NORAD	National Smallholder Farmers Association Support Programme	Coverage: Country wide Objectives: 1. To improve the livelihoods of smallholder farmers by promoting farming as a business and by delivering programmes that produce economic and social benefits for members, their communities and the country. Components: 1. Input and output markets 2. Association development and management 3. Crop production 4. Training of association members 5. Farmer sensitization to issues of gender, adult literacy and HIV/AIDS 6. Policy and advocacy 7. Crop and input financing Planned outputs: 1. Improved commercial revenues or households incomes by providing members with access to competitive outputs and input markets 2. Increased production of good quality and yields of crop varieties demanded by local and international markets 3. Members, and when practical non-members provided with the best possible technical help with regard to running their farms as businesses. 4. Members provided the livelihood skills and options that promote improved access to foods, equitable participation of both sexes in association activities and leadership; and HIV/AIDS interventions. 5. Smallholder farmers provided with a voice and enhance their ability to contribute to national development.	Continuing until 2012	
NORAD	Capacity Development for Bunda College of Agriculture	Coverage: Objectives: To enhance the performance of BCAs as a lead institution in relevant and efficient learning, teaching, research and outreach for the agricultural and natural resources sectors in Malawi and enable the college play the significant role in the development of the country. Components: 1. Human resource development 2. Outreach programme; 3. Research; 4. Regional, national, international cooperation through exchange visits with partner colleges. Planned Output: 1. Teaching and research capacity improved; 2. Revenue generation improved; 3. Financial management improved; 4. Human resource capacity enhanced; 5. Infrastructure capacity of the college improved; 6. Teaching, learning, administrative and financial management improved; 7. institutional collaboration/	Continuing until 2011	

Donor/ Implementing Agency	Nature/Title of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
		cooperation and linkages strengthened; 8. Organisational restructuring/ reforms strengthened; 9. programmes management, coordination and implementation enhanced.		
Irish Aid /NASFAM	Promoting Conservation Agriculture in Smallholder Systems	<p>Coverage: 19 districts</p> <p>Objectives: 1. To increase awareness and adoption of Conservation Agriculture principles and practice in smallholder farming systems; 2. To build capacities within NASFAM to support implementation of Conservation Agriculture practices; 3. To document and promote 'best bet' practices in Conservation Agriculture among smallholder farmers; 4. Increase food and cash production through increased productivity from use of nitrogen fixing plants; Promote water conservation in response to erratic rainfall</p> <p>Panned Outputs: 1. Strengthened adoption of CA practices among farming systems; 2. Strengthened capacity by NASFAM to implement CA practices; 3. Best bet practices on CA documented and disseminated; 4. Increase productivity of food and cash crops through use of N-fixing plants</p>	2009 – 2010 TC: App Euro 230 000	Good potential for linkages with the proposed SAPP
Irish Aid / International Potato Center (CIP)	Rooting Out Hunger with Nutritious Orange-Fleshed Sweet Potato in Malawi	<p>Coverage: Chikwawa, Phalombe, Dedza, Zomba</p> <p>Objectives: 1. Improve vitamin A intake for rural vulnerable groups in Central and Southern Malawi; 2. Increase effective demand by changing the perception of sweetpotato and develop fresh root marketing chains for orange-fleshed sweetpotato; 3. Increase the productivity and quality of sweetpotato; 4. Increase the capacity of DARS to produce clean, tissue culture sweetpotato plantlets, maintain primary multiplication sites, and design and conduct seed systems and integrated crop management research.</p> <p>Planned outputs: 1. Improved nutrition among the vulnerable groups in central and southern Malawi through Vitamin A intake from sweet potato.; 2. Increased supply and demand for orange fleshed sweet potato with developed value marketing chains; 3 Increased productivity and quality of sweet potatoes; 4. Increased capacity of DARS to produce clean, tissue culture sweet potato plantlets, maintain primary multiplication sites, and improved integrated crop management research.</p>	2009 (To be extended for 4 years) TC: Euro 215 000	Potential for linkages with RLEEP
Irish Aid/ICRISAT	Malawi Seed Industry Development	<p>Coverage: 11 districts</p> <p>Objectives: 1. Develop the Capacity of Existing and Potential Local Seed Companies; 2. Improve the Policy Environment for Seed Trade; 3. Strengthen the Commercial Distribution Networks for Improved Seeds, Complementary Inputs, and Resulting Crop Outputs</p> <p>Planned Outputs: 1. Increased number of NASFAM farmers growing high quality certified seeds; 2. Increased quality and speed of seed processing using proper equipment; 3. Seed production and processing operated in a sustainable way.</p>	2002 (To be extended) TC: app Euro 450 000	Important potential for partnership related to quality seed production and supply .

Key file 4: Target group identification, priority issues and operational response

Typology	Poverty Levels and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Possible Programme Response
Economically Active and Transient Poor Smallholder Farming Households	<ul style="list-style-type: none"> • Few opportunities to diversify livelihoods • Inadequate access to markets, knowledge about market opportunities and marketing skills • Traditional and cultural practices limiting women's production and access to services, markets and cash • Low literacy, numeracy, especially for rural women • Limited access to quality agricultural land • Dependence on rainfed farming • Limited productive and household assets • Limited access to farm inputs: availability, cost, credit • Limited use of improved cropping practices • Limited contact with extension services • Non-profitability of input use, especially fertilizers • Loss of livestock due to disease, theft and funerals 	<ul style="list-style-type: none"> • Sell produce on local markets at low prices • Rent land • Risk averse cropping pattern • Restrict use of purchased inputs • Use manure to improve soil fertility if available 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved access to information and markets • Opportunities for adding value through processing and storage • Opportunity to diversify livelihoods into non-farm activities • Enterprise related literacy training • Access to land and/or micro-irrigation • Opportunities to diversify crops/livestock • Improved seed varieties • Access to affordable credit • Reformed, enhanced extension services • Reduced post harvest losses • Improved farming skills • Availability of appropriate technologies 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote commercial crop/livestock diversification • Develop skills in produce marketing • Form and strengthen FBOs through training • Facilitate access to finance, advice, training and mentoring for farmer groups to develop enterprises • Link farmers, women to private sector co-actors • Enforce discipline in contract arrangements • HIV & AIDS awareness, understanding for behavioural change • Gender training and empowerment • Ensure representation of women in grassroots organizations and participation in decision making
Smallholder Farming Communities in General	<ul style="list-style-type: none"> • High incidence of HIV/AIDS, TB and malaria • Shortage of labour in households and the community due to sickness, care-giving, funerals and death • Increased food insecurity and poor nutrition • Heavy responsibility for the core poor: orphans, aged, vulnerable female headed households • Marked and persistent dependency syndrome 	<ul style="list-style-type: none"> • Take up <i>ganyu</i> labour • Use traditional doctors • Leave land uncultivated or switch to less labour intensive activities • Food aid and relief income 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance with home-based care including safe care practices • Appropriate health care and improved nutrition for the sick • Ease burden of rural living, for example, fetching water and firewood • Promote, support self-help, self reliance 	<ul style="list-style-type: none"> • Improve nutrition through diverse production and higher income • Build HIV/AIDS awareness and behaviour change communication into enterprise activities • Apply gender training and empowerment in connection with value chain development • Ensure women's representation and participation on enterprise and community decision-making bodies